



2017

Rapport
du budget primitif

.....

MAIRIE DE



TOULOUSE
www.toulouse.fr

Sommaire

Équilibre budgétaire

- P.4** Rappel du contexte économique et financier et des principaux enjeux du Projet de Loi de Finances 2017
- P.6** Préambule : Poursuite de la métropolisation
- P.7** La chaine de l'épargne
- P.8** Le fonctionnement
- P.17** L'investissement

Toulouse ville créative

- P.22** Action internationale et européenne
- P.23** Soutien aux acteurs culturels locaux
- P.24** Lecture publique
- P.25** Patrimoine et musées
- P.26** Musique et spectacle vivant
- P.27** Communication externe

Toulouse ville responsable

ORGANISATION DU TERRITOIRE COMMUNAL

- P.30** Stationnement, déplacements, mobilité
- P.31** Marchés et occupation du domaine public
- P.32** Éclairage Public
- P.33** Opérations d'aménagement
- P.34** Environnement et Ville durable
- P.35** Espaces verts
- P.36** Gestion des voies d'eau

PROMOTION DE LA CITOYENNETÉ ET SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ

- P.38** Démocratie locale
- P.39** Lutte contre les discriminations
- P.40** Services à la population
- P.41** Police municipale

Toulouse ville solidaire

- P.44** Éducation
- P.45** Cuisine centrale
- P.46** Petite enfance
- P.47** Enfance loisirs
- P.48** Animation socioculturelle
- P.49** Renforcement du lien social
- P.50** Logement
- P.51** Centre Communal d'Action Sociale
- P.52** Mission Accueils Jeunes
- P.53** Séniors
- P.54** Hygiène et santé
- P.55** Sports

Moyens et modernisation de l'action publique

- P.58** Ressources humaines
- P.59** Gestion des bâtiments communaux
- P.60** Schéma directeur immobilier municipal
- P.61** Systèmes d'information

Thématique transversale : le Contrat de Ville

- P.63** Contrat de Ville et renouvellement urbain

Équilibre budgétaire

- P.4** Rappel du contexte économique et financier et des principaux enjeux du projet de Loi de Finances 2017
- P.6** Préambule : poursuite de la métropolisation
- P.7** La chaine de l'épargne
- P.8** Le fonctionnement
- P.17** L'investissement

Contexte économique et financier, projet de Loi de Finances 2017

Dans le projet de Loi de Finances (PLF) pour 2017, les collectivités territoriales restent associées à l’effort de redressement des comptes publics. Cela se traduit par une baisse des concours financiers de l’Etat de 2,63 Md€, soit une baisse cumulée de 9,6 Md€ sur la période 2015-2017. Il est à noter que l’effort demandé, à ce titre, aux communes et intercommunalités sera globalement diminué de moitié en 2017 par rapport à ce qui avait été initialement prévu dans la loi de programmation des finances publiques.

Le PLF 2017 a supprimé l’article 150 de la loi de finances pour 2016 qui programmait la réforme de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF). La refonte de l’architecture de la DGF sera (ou non) à nouveau d’actualité une fois la carte intercommunale stabilisée : la question reste posée.

Pour autant, et dans l’attente de cette rénovation, diverses mesures sont proposées pour amender les concours financiers de l’Etat aux collectivités territoriales. L’ensemble des dotations passe de 48,2 Md€ à 47,9 Md€. Certaines sont préservées, voire augmentées. Pour respecter la « norme » d’évolution d’autres, appelées « dotations d’ajustement », sont diminuées. A compter de 2017, le périmètre de ces dota-

tions d’ajustement est élargi, notamment aux dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) des départements et des régions (source : séminaire loi de finances 2017 Ressources Consultants Finances). Globalement les dotations d’ajustement subiront une minoration de -22,3 % en 2017 (contre -15 % en 2016). Ceci afin de neutraliser l’intégralité des évolutions tendanciellles de 2017 des autres dotations et notamment la réforme de la « demi-part des veuves ». Il s’agit des exonérations de Taxe Foncière sur les Propriétés bâties et de Taxe d’Habitation pour les personnes de condition modeste qui devaient être supprimées depuis 2008 mais qui avaient été maintenues sous la forme de dégrèvement, intégralement pris en charge par l’Etat. Dans ce PLF 2017, ce dispositif évoluerait vers un mécanisme d’exonérations, partiellement pris en charge par les collectivités.

Par le biais de l’élargissement des variables d’ajustement, le gouvernement envisage de ponctionner 750 M€ supplémentaires sur la DGF, en plus des 2,6 Md€ prévus au titre de la contribution au redressement des finances publiques.

En revanche, les dotations de péréquation sont préservées :

La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), composante de la DGF, est versée aux communes confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées, dans le but de contribuer à l’amélioration des conditions de vie et de soutenir la cohésion sociale. Elle est calculée selon des critères de revenu, de potentiel financier des habitants et du pourcentage de logements sociaux dans la commune. Elle est divisée en deux parts : une destinée aux communes de plus de 10 000 habitants et la seconde aux communes dont la population est comprise entre 5 000 et 9 999 habitants.

Dans ce PLF, elle sera abondée de 180 M€ supplémentaires, soit une augmentation d’environ 9,4 % par rapport à 2016. Cette hausse sera financée par minoration des autres dotations. Les critères de répartition devraient également être revisités, avec une prise en compte plus conséquente du revenu des habitants, au détriment de leur potentiel financier. Pour éviter le saupoudrage, la DSU sera réservée pour les deux tiers aux communes de plus de 10 000 habitants. Ceci a pour but de concentrer le nombre de communes bénéficiaires et de mieux répartir la progression de la dotation.

Par ailleurs, si une commune cesse d’être éligible à la DSU, il lui est garanti de percevoir en 2017 90 % de sa dotation de 2016 puis 75 % en 2018 et 50 % en 2019.

En 2016, la DSU représentait 1,9 Md€.

La Dotation Nationale de Péréquation (DNP), composée de deux fractions, est destinée à respectivement corriger les insuffisances de potentiel financier et réduire les écarts de potentiel fiscal (en référence à la seule taxe professionnelle).

Dans ce PLF 2017, elle devait dans un premier temps être supprimée, mais a été finalement maintenue. Elle serait donc modifiée en même temps que la DGF, en 2018.

En 2016, la DNP représentait 794 M€.

Concernant le **Fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC)**, aucune variation n’est prévue en raison des évolutions de la carte intercommunale. Il se maintiendra donc au même niveau que 2016, soit 1 Md€ au lieu de 1,2 Md€ initialement programmés, et correspondant à 2 % des recettes de fonctionnement du bloc communal.

Le FPIC créé en 2012, dans le cadre de la péréquation horizontale, représentait alors 150 M€.

Ce fonds est abondé par des prélèvements sur les ressources des communes et EPCI dont le Potentiel Financier Agrégé (PFIA) par habitant est supérieur à 90 % du PFIA par habitant moyen constaté au niveau national. Les montants des prélèvements sont calculés en fonction d’un indice correspondant à un rapport entre les charges, les ressources et la population de la commune ou de l’EPCI. La redistribution se fait selon des critères tels que le niveau de ressources, le revenu moyen des habitants ou l’effort fiscal.

En matière sociale, enfin, le PLF prévoit une meilleure compensation de l’exonération de Taxe Foncière pour les bailleurs sociaux dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

La loi de programmation des finances publiques 2014-2019 prévoit un **« Objectif d’évolution de la dépense publique locale » (ODEDEL)** de 2% qui se décompose de la façon suivante pour 2017 :

ODEDEL 2017	2 %
Dont dépense de fonctionnement	1,70 %
Bloc communal	2,10 %
Dont dépense de fonctionnement	1,30 %
EPCI à fiscalité propre	2,10 %
Dont dépense de fonctionnement	1,30 %
Communes	2,10 %
Dont dépense de fonctionnement	1,30 %
Départements	2,20 %
Dont dépense de fonctionnement	2,60 %
Régions	0,80 %
Dont dépense de fonctionnement	1,10 %

- Le rapport du PLF 2017 rappelle clairement le souhait de contrôler la dépense publique locale et préconise des efforts de rationalisation dans la gestion locale :
- Partage efficace des compétences
 - Mutualisation
 - Organisation comptable
 - Gestion du patrimoine
 - Gestion des achats

Il valorise également les pays européens qui ont établi une démarche d’objectivation des coûts standards de production des services publics locaux.

L’Observatoire des finances et de la gestion publique pourrait être chargé de mettre en œuvre des mesures et des statistiques, s’inspirant de ces démarches.

Préambule

Le budget 2016 actait le transfert de la Ville vers la Métropole d’équipements à vocation culturelle et sportive définis d’intérêt métropolitain ainsi que les services des pompes funèbres et le Centre des congrès Pierre Baudis.

En 2017, cet objectif de métropolisation se poursuit avec le transfert des 11 cimetières de la Ville de Toulouse qui s’étendra progressivement aux communes qui le souhaitent.

Au 1^{er} janvier 2017, est également prévu le transfert de **la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI)** des 37 communes de la métropole à Toulouse Métropole, conformément à la délibération du Conseil de la Métropole du 6 octobre 2016. Ce transfert s’inscrit dans le cadre de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 qui l’a obligatoirement programmé au plus tard au 1^{er} janvier 2018. Cela représente une charge nette pour les cimetières d’environ 3 M€ et de 0,28 M€ pour la GEMAPI (correspondant à la participation communale aux différents syndicats de bassin).

Comme lors de tout transfert de compétences ou d’équipements, l’impact financier pour les communes sera neutralisé par une modification de l’attribution de compensation. La Commission Locale d’Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a acté les transferts réalisés au 1^{er} janvier 2016. En 2017, les nouveaux transferts donneront lieu à évaluation et prendront en compte les informations tirées des comptes administratifs 2012-2016. Les ajustements d’attribution de compensation qui en découleront seront connus à l’issue des travaux de la CLECT en fin d’année 2017.

Les possibilités réglementaires d’évolution de l’organisation des services des EPCI et de leurs communes membres ont été élargies et précisées dans les lois de Réforme des Collectivités Territoriales (16 décembre 2010), de Modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des Métropoles (MAPTAM du 27 janvier 2014) et NOTRe (7 août 2015).

Elles ont notamment encouragé les mutualisations et créé la possibilité de **mettre en place des services communs** (communes et EPCI). La nature des services pouvant bénéficier de ce dispositif sont essentiellement les fonctions supports. Ces mises en communs de services se font en dehors des transferts de compétences. Les services ainsi mutualisés sont gérés soit par la ville, soit par la métropole.

En ce sens, un certain nombre de services est mis en commun entre la Ville de Toulouse et Toulouse Métropole pour des directions rattachées à la Direction à la Modernisation de l’Administration (ressources humaines, numérique, analyse et études de gestion) et à la Direction Finances et Administration Générale (immobilier, affaires juridiques, commande publique, gestions déléguées et les moyens généraux).

La mise en commun de ces services, comme c’est déjà le cas pour la Direction des Finances (service commun depuis le 1^{er} janvier 2016) feront l’objet d’une valorisation et d’une retenue sur l’attribution de compensation en fin d’exercice, afin d’assurer une « neutralisation comptable » des opérations.

Le budget 2017 est bâti dans un premier temps sans ces écritures qui seront réintégrées lors d’une étape budgétaire ultérieure. La construction de ce budget est réalisée à isopérimètre.

La chaine de l’épargne

(en M€)	BP 2016	BP 2017 définitif	BP 2017 iso périmètre
Recettes réelles de fonctionnement	619,77	605,95	609,88
Dépenses réelles de fonctionnement	587,41	580,92	584,86
Épargne de gestion	32,36	25,02	25,02
Annuité de dette	11,04	8,93	8,93
Épargne de dette	21,32	16,10	16,10
Dépenses réelles d’investissement (y compris FCTVA)	142,72	165,35	165,67
Recettes réelles d’investissement hors emprunt	49,2	43,28	43,28
Emprunt d’équilibre	77,00	106,00	106,31

D’un point de vue comptable, ces nouveaux transferts sont strictement neutralisés par l’attribution de compensation. L’évaluation financière de ces transferts sera réalisée au cours de l’année 2017 et l’attribution de compensation sera alors ajustée lors d’une étape budgétaire ultérieure.

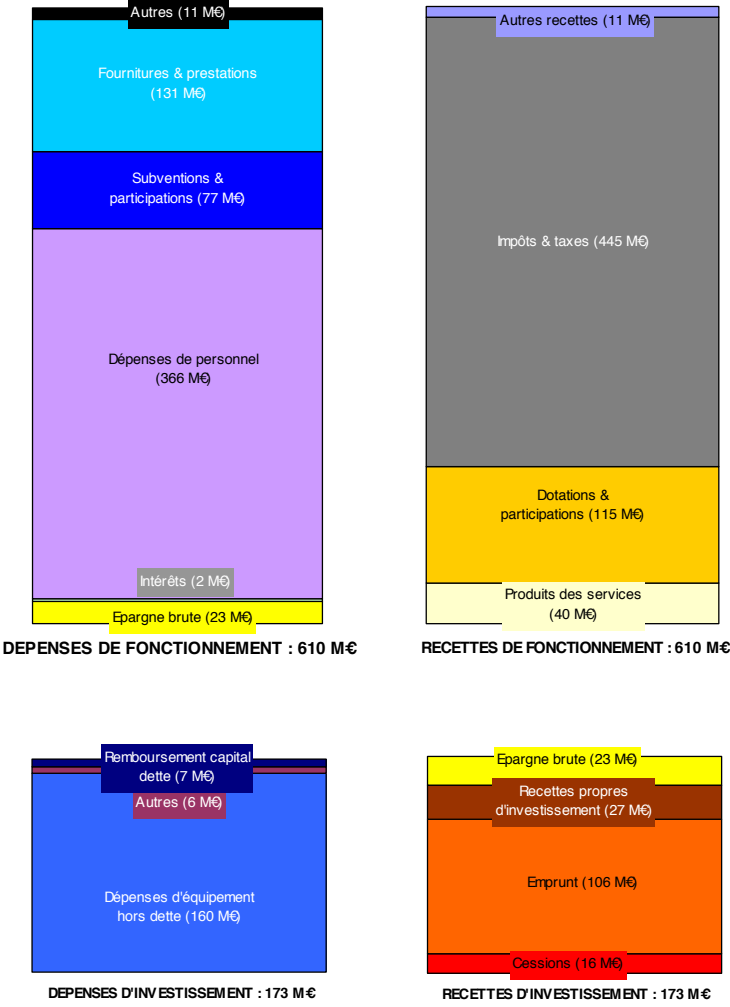
Il est important de souligner que les dépenses réelles de fonctionnement sont contenues : elles baissent de 2,55 M€ (soit -0,43%) quand dans le même temps le repli des recettes réelles de fonctionnement est bien supérieur à 9,89 M€ (soit -1,60%).

Ainsi, en toute logique l’épargne nette est strictement identique que l’on se situe à iso périmètre ou après transfert et s’élève à 16,10 M€ et est en recul de 5 M€ par rapport au BP 2016.

Ce double phénomène entraine une érosion de l’épargne de gestion de 7 M€.

Équilibre du budget à iso périmètre

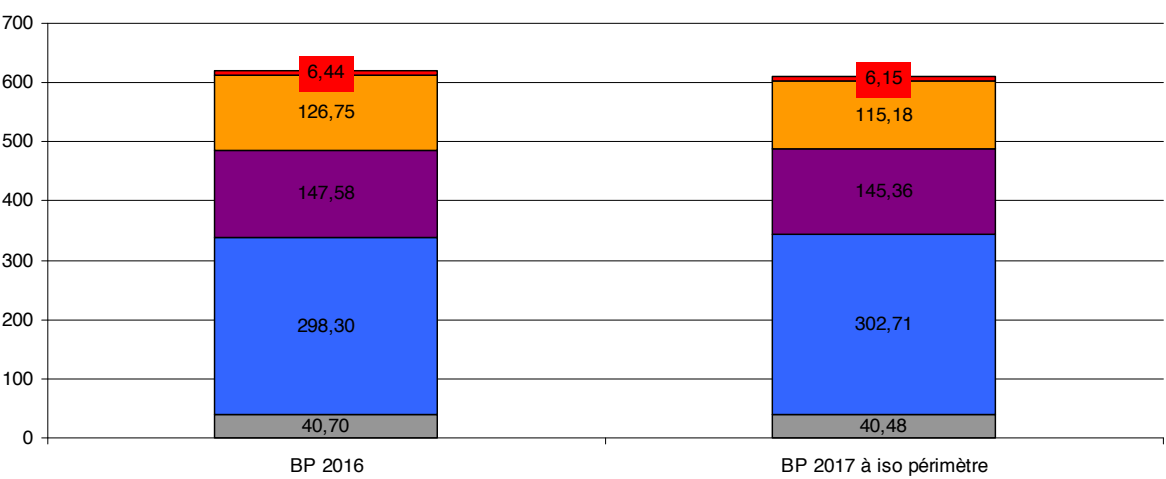
Au budget primitif la prévision d’épargne brute s’élève à 23 M€ (contre 29 M€ en 2016) ; couplée aux ressources propres d’investissement évaluées à près 27 M€ et à des cessions pour un montant global de 16 M€, il est nécessaire d’inscrire un emprunt d’équilibre de 106 M€ pour assurer le financement des 160 M€ de dépenses d’équipement inscrites au budget 2017.



Le fonctionnement

1 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

A isopérimètre, les recettes de fonctionnement passent de 619,77 M€ à 609,88 M€, soit une diminution de près de 10 M€.

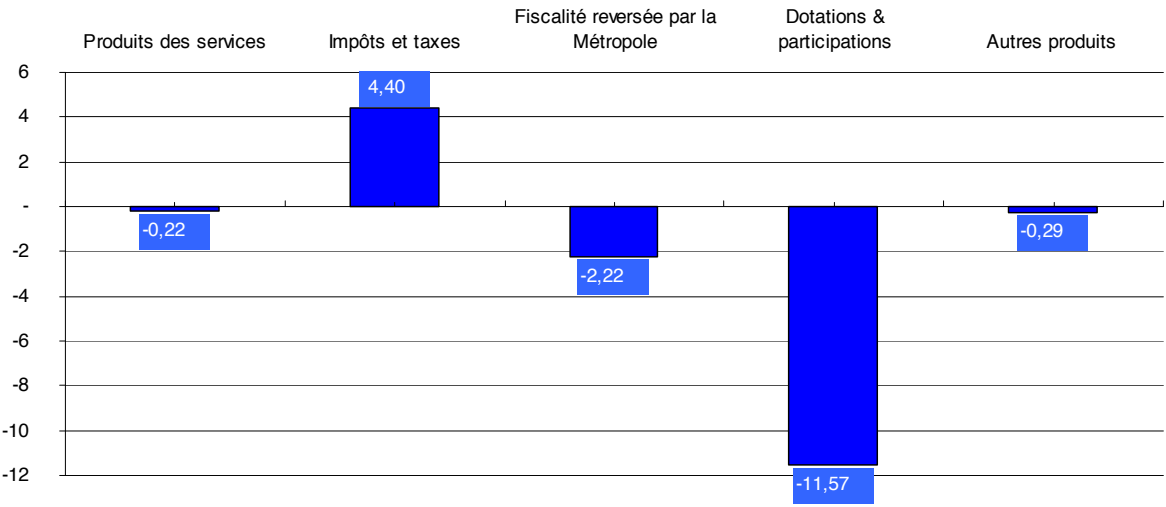


Ce repli est particulièrement marqué pour les dotations de l’Etat, comme cela sera détaillé en infra.
Le budget 2017 est ajusté de la fiscalité reversée par la Métropole suite à l’évaluation financière des transferts d’équipements dits d’intérêt communautaire. En effet, pour mémoire il convient de rappeler que le budget 2016 avait été bâti avec une stricte neutralisation budgétaire via l’attribution de compensation, soit, en tenant compte de la charge nette du seul exercice budgétaire 2016.
Les principes retenus pour l’évaluation s’inscrivent dans

la jurisprudence CLETC qui a prévalu depuis les premiers transferts et consistent à prendre en compte une approche rétrospective :

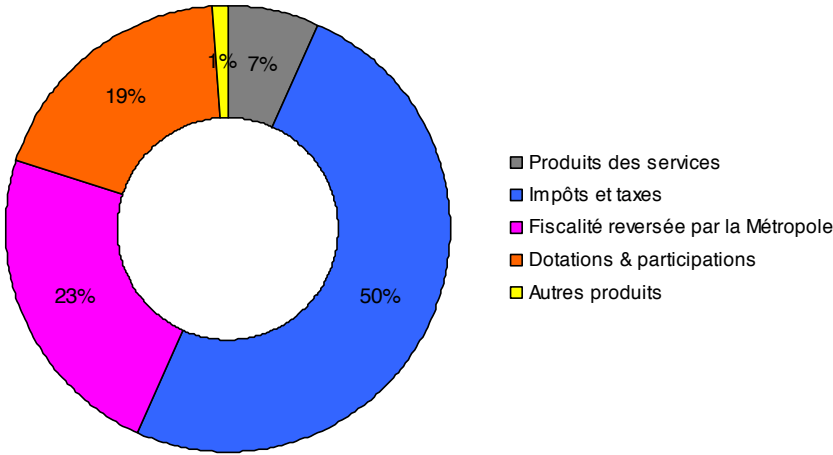
- les dépenses de fonctionnement et d’investissement sur la base d’une moyenne quadriennale,
- les recettes de fonctionnement de la dernière année,
- les recettes d’investissements moyennées (à l’exclusion du FCTVA qui est recalculé en fonction du taux de concours de la dernière année connue).

Évolution en M€ des principales ressources de fonctionnement 2016/2017 (même périmètre)



Au budget 2017, les impôts et taxes représentent 50% des ressources de fonctionnement. En toute logique la part des ressources issues de la métropole diminue et s’élève désormais à 23% ; ces flux financiers représentaient 24% au budget 2016.

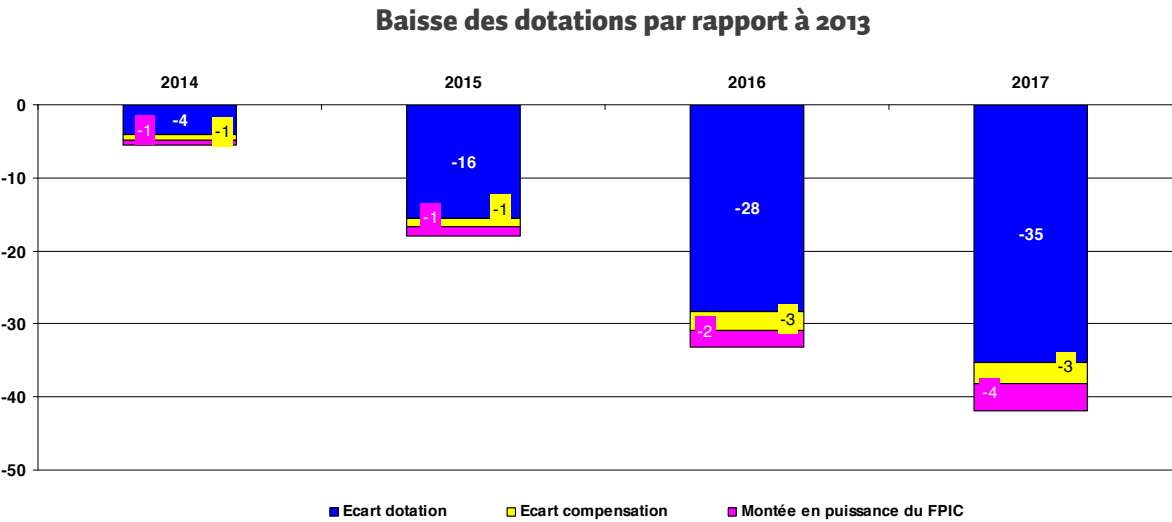
Répartition des principales recettes de fonctionnement BP 2017 (nouveau périmètre)



A- Les dotations et participations : sur la période 2013-2017, ce sont près de 98M€ de ressources en moins

■ L’ÉVOLUTION DES CONCOURS FINANCIERS DE L’ETAT

Le graphique ci-dessous permet de visualiser l’impact de la baisse des ressources liée aux dotations et aux compensations fiscales ; il permet aussi de matérialiser la montée en puissance de la péréquation horizontale (FPIC).



Sous l’item dotations ont été agrégées la dotation globale de fonctionnement mais également la dotation de solidarité urbaine et la dotation nationale de péréquation.
Pour les dotations, l’impact de la perte de ressources liée au programme triennal de stabilité 2015-2017 et à la première lame de 2014 représente environ 83 M€, en cumulé, sur la période 2014/2017.
Le point de référence est l’exercice 2013 ; pour les exercices

2014 à 2016 il s’agit non pas des montants inscrits au budget mais des **montants réellement notifiés**. Pour l’exercice 2017, les montants ont été estimés selon les éléments connus à ce jour et sont donc susceptibles d’évoluer au gré des amendements votés lors de l’examen du Projet de Loi de Finances. Pour 2017, la DSU et la DNP sont inscrites à l’identique de 2016 ; la dotation globale de fonctionnement a été diminuée d’environ 7M€.

La montée en puissance du FPIC est un élément d’inquiétude prégnant pour l’exercice 2017 et d’une façon plus globale pour les années à venir. En effet, l’entrée en vigueur de la nouvelle carte intercommunale, au 1^{er} janvier 2017, (notamment en Ile de France et dans le sud est) entraîne une modification du nombre de territoires contributeurs et de leur contribution elle-même.

Au 1^{er} janvier 2017, il est anticipé un passage de 2 065 à 1 245 EPCI. La réduction des écarts de potentiel fiscal agrégé entre les EPCI désormais fusionnés va générer un recul du nombre d’établissements intercommunaux contributeurs : le FPIC fonctionne en effet en enveloppe fermée.

Pour notre territoire, cela va probablement se traduire par une augmentation de la contribution de la Métropole et par voie de conséquence d’une progression de la part de la Ville de Toulouse.

Il s’agit d’une estimation, car aucune simulation, malgré les demandes réitérées du Comité des Finances Locales, n’a été produite.

Sur la période 2013/2017, cette perte représente en cumulé environ 98 M€, soit l’équivalent de 10 « groupes scolaires ».

	2013	2014	2015	2016	2017	Total pertes cumulées depuis 2013
1. Dotations						
Dotation forfaitaire	91	87	76	63	56	-83
Dotation de solidarité urbaine	5	5	5	5	5	0
Dotation nationale de péréquation	4	5	4	4	4	0
Total dotations	101	97	85	72	66	-83
2. Compensations						
Total des compensations	13	13	12	11	11	-7
3. Le FPIC	1	1	2	3	4	-8
Total dotations et compensations - FPIC	114	108	96	80	72	-98

■ LES AUTRES PARTICIPATIONS

Pour 2017, le total des autres participations s’élève à 39 M€, soit en recul de 6% par rapport au BP 2016. Ce chapitre regroupe des éléments assez disparates.

Le poste le plus important en volume concerne les participations reçues dans le cadre de dispositifs partenariaux avec la Caisse d’Allocations Familiales, au titre des CLAE, du contrat enfance et jeunesse et de la petite enfance, qui s’élève à 31,4 M€. Il est en baisse de 2,4M€ par rapport à 2016. L’essentiel de cette diminution (- 1,5 M€) tient dans la refonte

du mode de calcul appliqué pour le versement des participations au CLAE (désormais assis sur la fréquentation réelle à la séance et non plus de manière forfaitaire).

Sont également prévues sous cet item les participations de l’Etat qui restent stables notamment pour :

- la dotation de décentralisation : 2 M€
- le fonds de soutien aux communes pour le changement des rythmes scolaires : 1,6 M€

B- Le produit de la fiscalité locale

Pour 2017, le produit de la fiscalité directe locale est prévu à hauteur de 261 M€, contre 255 M€ inscrits au BP 2016. Cette estimation intègre plusieurs éléments :

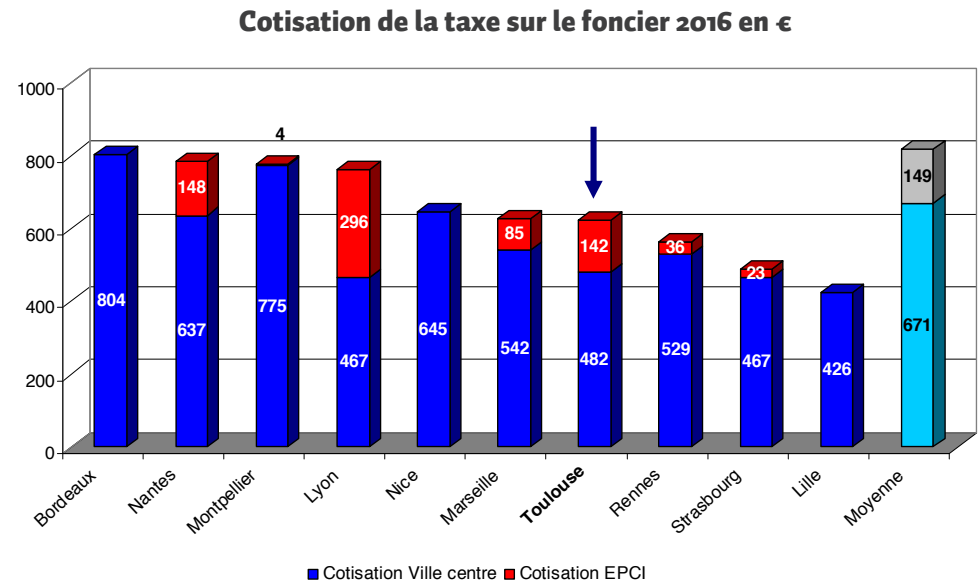
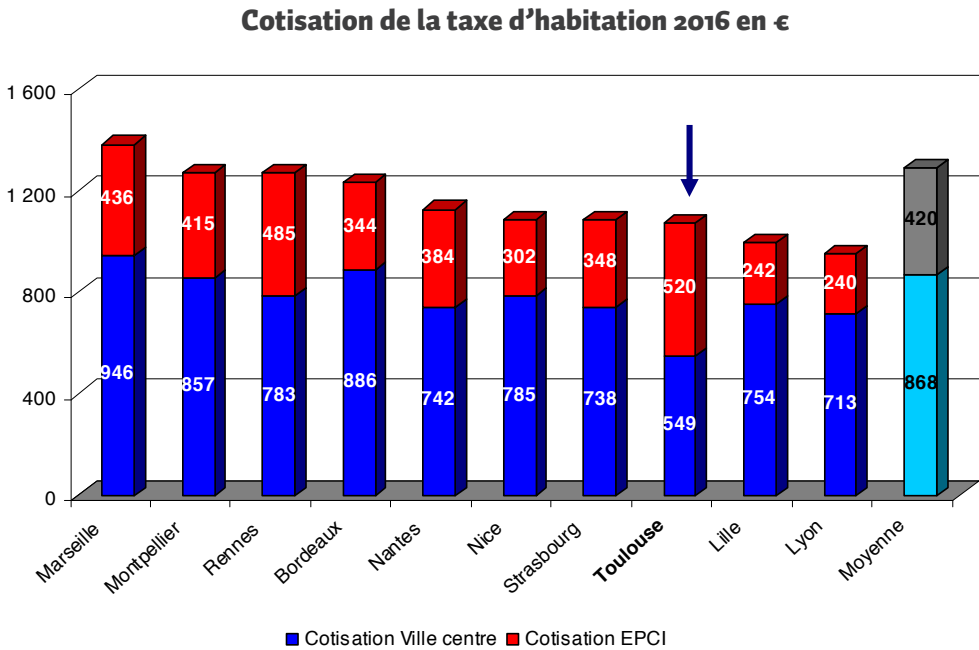
- Une stabilité des taux municipaux, comme annoncée,
- Une hypothèse de revalorisation forfaitaire nationale à 1%. Un point de vigilance particulier est à avoir sur cette question. En effet, un amendement à 0% du coefficient de revalorisation des valeurs locatives a été introduit dans le cadre de l’examen du projet de loi de finances. Au final un amendement à 0,4% a été proposé en séance. Seul le vote définitif du texte fin décembre apportera une réponse.

- Une progression physique des bases de taxe d’habitation évaluée à 1,5%, à 1,3% pour le foncier bâti et enfin à – 1,6% pour le foncier non bâti.
- Aucune inscription de rôles supplémentaires

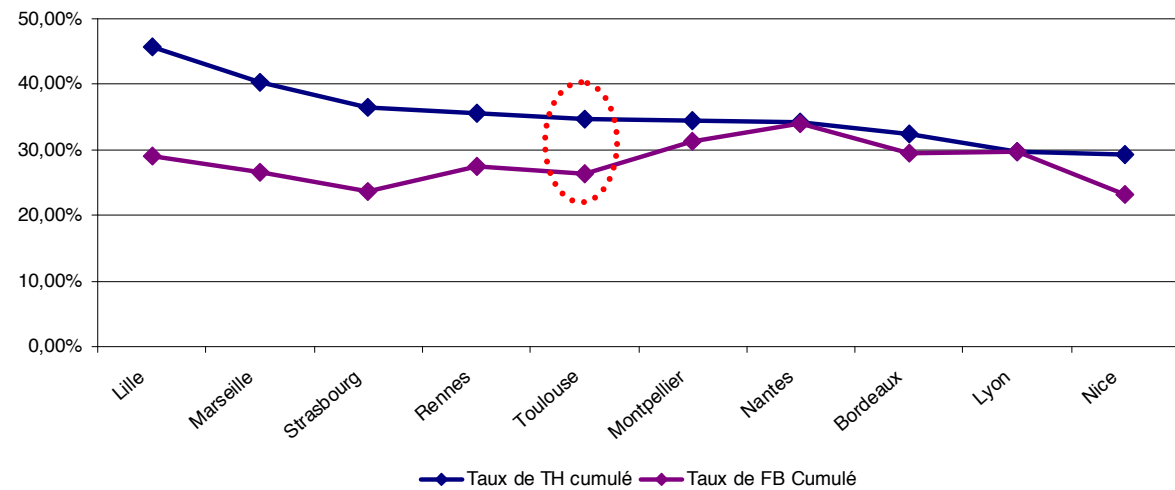
Ce produit fiscal attendu se décompose ainsi : 45% au titre de la taxe d’habitation et 55 % au titre du foncier bâti. Cette projection sera actualisée en mars 2017 lors de la notification des bases définitives et le budget ajusté en conséquence.

Les deux documents ci-dessous présentent pour la taxe foncière et la taxe d’habitation le montant de cotisation annuelle calculée sur la base **des taux 2016 pour un couple avec deux enfants, au revenu moyen , avec une valeur locative égale à 1,5 fois la valeur locative moyenne des logements de la commune** (Source forum pour la gestion des Villes).

Ces tableaux intègrent donc les politiques d’abattement et sont donc plus précis qu’une simple mise en parallèle des taux de fiscalité. En effet derrière une apparente stabilité de taux, des politiques de refonte des abattements ont parfois été mis en œuvre par certaines collectivités.



Taux cumulés 2016 (Ville centre et EPCI) pour la taxe d’habitation et le foncier bâti



Ces deux courbes matérialisent sur la base des derniers taux votés (taux 2016), les taux cumulés (Ville Centre + structure intercommunale) tant pour la taxe d’habitation en bleu que pour le foncier bâti en violet. Le taux moyen cumulé de taxe d’habitation s’établit à 35,29% ; il est de 34,75% à Toulouse.

En matière de foncier bâti, la moyenne est de 28,07% et à Toulouse de 20,29%.

En outre, il convient de préciser qu’à l’heure actuelle nous ne disposons pas d’éléments comparatifs sur la stratégie fiscale 2017 des collectivités de ce panel.

C- Le produit de la fiscalité indirecte et les autres taxes locales

Le produit de la fiscalité indirecte est facialement en diminution de 3,63%. En effet le BP 2016 avait été bâti avec l’inscription du produit de la taxe de séjour à hauteur de 2,99 M€. Les écritures d’ajustement sont intervenues au cours de l’exécution de 2016 ; la taxe de séjour devenue intercommunale est une ressource de la métropole. Ainsi retraitées de cet élément, les recettes inhérentes à la fiscalité indirecte progressent de 3,27% (soit environ 1,42 M€).

Le produit **des droits de mutation** est évalué à 19 M€ soit plus 1M€ par rapport à 2016. Ce poste constitue la part la plus importante (46%) du produit total de la fiscalité indirecte locale.

Pour 2017, **la taxe sur la publicité extérieure** s’élève à 1,7 M€, soit en recul de 300 K€ par rapport à 2016. En effet le montant proposé au BP 2016 s’est avéré au final surestimé.

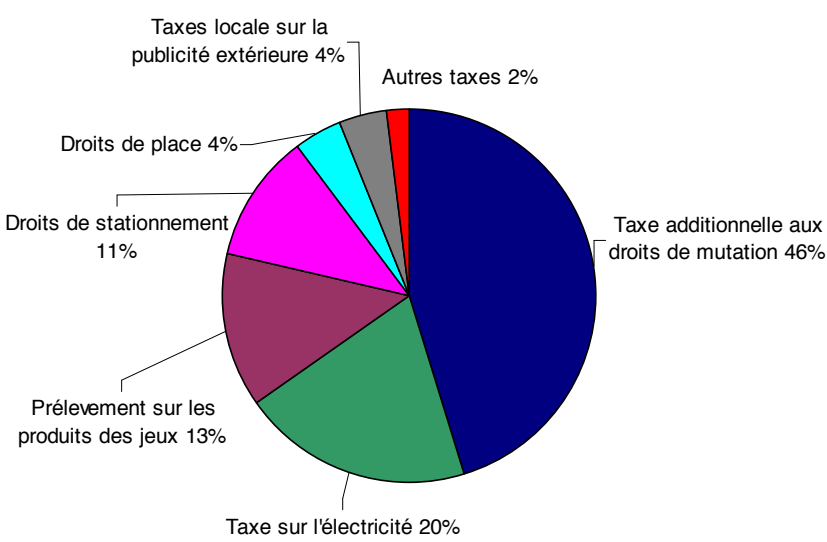
Le produit lié aux **droits de stationnement** est attendu à 4,65 M€, en progression de moins de 1%. Ce poste avait fortement augmenté au BP 2016 traduisant l’impact de l’extension et de la modernisation du parc d’horodateurs réalisées en 2016.

Le produit lié à la **taxe sur la consommation finale d’électricité** reste stable à 8,4 M€. En effet la consommation réelle d’électricité sur le territoire diminue grâce aux politiques de maitrise de l’énergie.

Le prélèvement sur le **produit des jeux** dans les casinos est estimé pour 2017 à 5,62 M€. Après deux années de baisse, on constate une hausse sur l’exercice 2016 qui a été répercutée sur 2017.

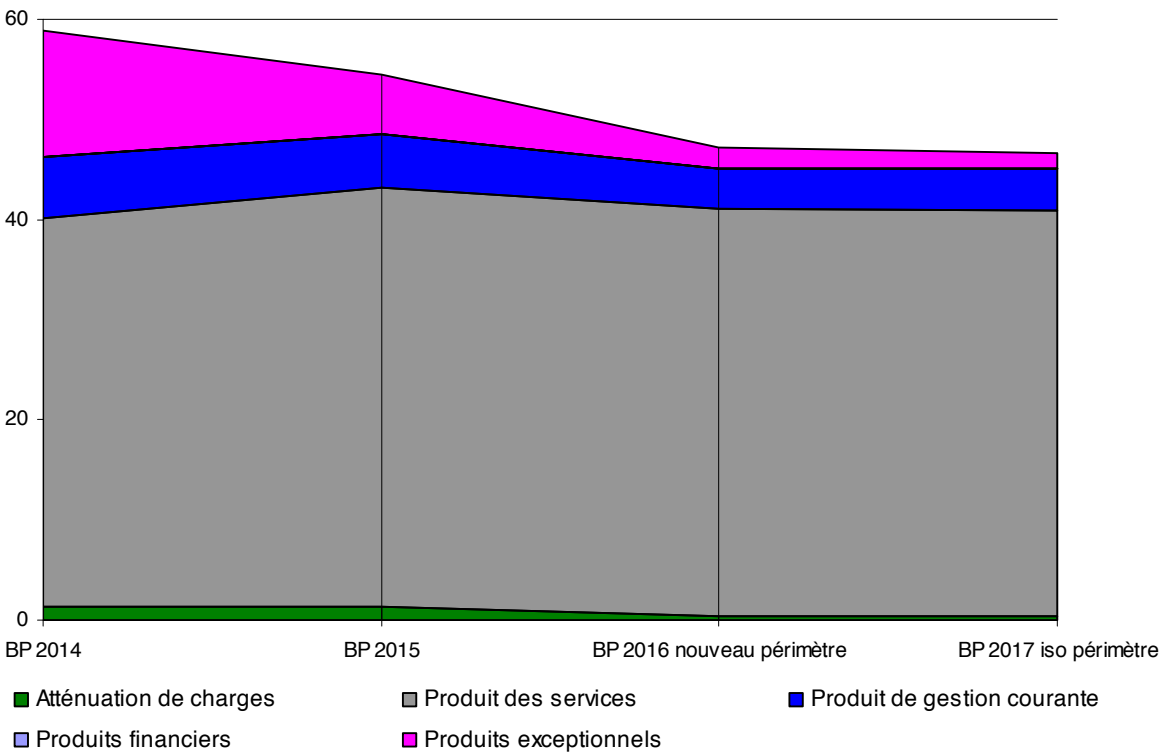
Les **droits de places** sont attendus à hauteur de 1,75 M€ pour 2017 soit une nette progression de 4,61% par rapport à 2016. Cette évolution s’explique notamment par la création de nouveaux marchés (Pradettes, Saint Michel, Saint Martin), par de nouvelles recettes (redevance d’occupation du domaine public pour la gestion du marché de Noël et de l’installation d’une patinoire place du Capitole).

Enfin les **taxes funéraires** à hauteur de 70 K€ ne seront plus portées par le budget Ville mais ont été transférées au budget de la Métropole.



D- Les autres produits de fonctionnement

Depuis 2014, hors recettes exceptionnelles, les autres produits de fonctionnement restent stables si on tient compte des transferts réalisés sur la même période.



Quelques évolutions sont notables entre 2016 et 2017 :
Tout d’abord, la baisse des redevances sur les services à caractère sportifs (-729 K€) s’explique essentiellement par la tenue de l’Euro. Ces recettes étaient par définition exceptionnelles. Il est donc logique que l’on ne les retrouve pas en 2017.

Enfin, il est à noter la progression des recettes liées à la fourrière municipale (+600 K€), qui s’explique notamment par une augmentation de la capacité d’accueil du site..

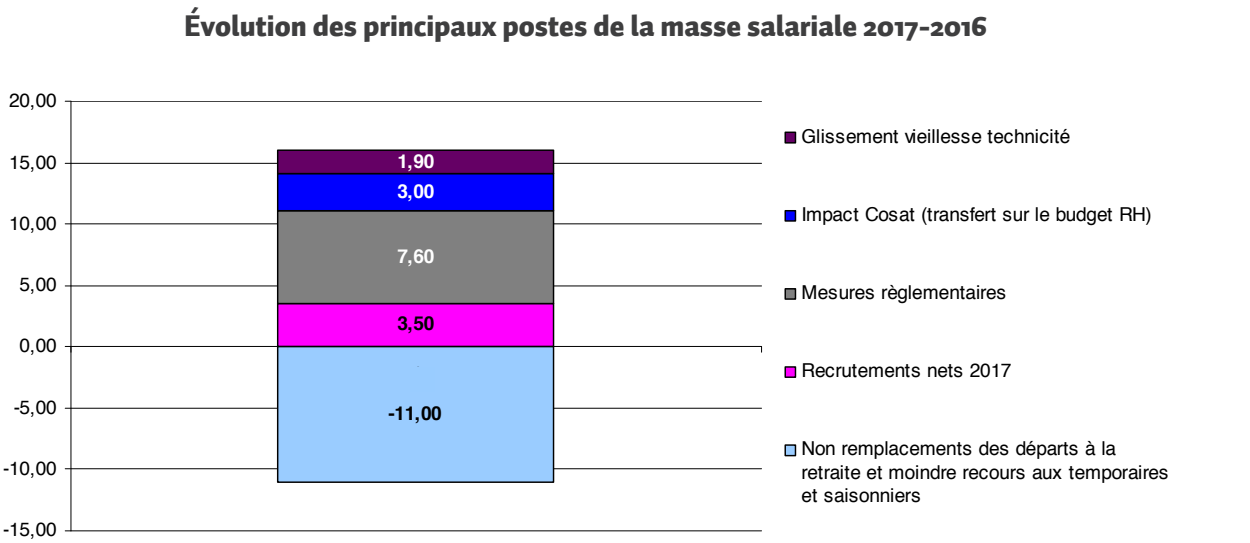
2 LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

(en M€)	BP 2016	BP 2017 iso périmètre	BP 2017 nouveau périmètre
Fournitures & prestations	135,18	131,06	131,00
Charges de personnel et frais assimilés	364,37	369,17	365,57
Atténuations de produits	5,20	4,37	4,37
Autres charges de gestion courante	79,60	76,91	76,62
Frais de fonctionnement des groupes d’élus	0,48	0,48	0,48
Charges financières	2,84	2,12	2,12
Charges exceptionnelles	2,56	2,87	2,87
Total	590,25	586,98	583,04

Le tableau ci-dessus présente les dépenses de fonctionnement par grand chapitre budgétaire tant à iso périmètre qu’à nouveau périmètre. A iso périmètre les dépenses de fonctionnement diminuent de 0,55%. Hors dette, cette évolution est de -0,43%

A- Les dépenses de personnel

La masse salariale inscrite au budget est de 369,17 M€ à iso budget, elle passe à 365,57 M€ si l’on examine le budget définitif : les agents affectés à la gestion des 11 cimetières communaux sont désormais sur le budget de la Métropole.
A périmètre d’intervention identique, les dépenses de personnel évoluent donc de 364 M€ à 369M€. Les principaux postes qui expliquent cette évolution sont présentés dans le graphique ci-dessous.



■ **La contribution au COSAT** était antérieurement imputé sur un autre chapitre ; avec ce changement cette composante de la masse salariale est désormais imputée sur le même chapitre que l’ensemble des dépenses de personnel.

■ Un certain nombre d’effets contraints liés à la mise en œuvre de **mesures réglementaires** ont été évalués à 7,60 M€ sont intégrés au budget : la revalorisation du point d’indice prévue au 1^{er} février 2017 (environ 1,6M€) et son impact sur la valeur faciale des chèques déjeuner, la déclinaison du protocole national dit Parcours Professionel Carrière et rémunération (PPCR) estimé à environ 4M€, la revalorisation de la NBI des agents travaillant en quartier prioritaire...,

■ **Le Glissement Vieillesse Technicité** estimé à 1,9 M€,

■ Une valorisation des **recrutements** 2017 pour 3,50 M€,

■ **Le non remplacement partiel des départs à la retraite et la politique en matière d’agents temporaires et saisonniers** représente une moindre dépense de 11 M€.

■ Ainsi, de BP à BP, la masse salariale progresserait de 1,32%. Retraitée du changement d’imputation de la contribution au COSAT, cette évolution est ramenée à 0,49%.

B- Les fournitures et prestations

De BP à BP ce poste de dépense est en très net repli : il passe en effet de 135,2 M€ en 2016 à 131,06 M€ (iso périmètre) soit une baisse de plus de 3% (-4 M€), s’inscrivant ainsi pleinement dans les principes clés de la stratégie financière de la mandature.

Il représente 22% du total des dépenses de fonctionnement, sa maîtrise est donc essentielle. Cet effort soutenu dans la recherche d’économie est un élément majeur du maintien de l’équilibre budgétaire et chaque direction travaille à la définition de pistes d’optimisation et de rationalisation. Une réflexion est par exemple amorcée pour une gestion mutualisée du parc auto.

C- Les subventions et prestations

(en M€)	BP 2016	BP 2017 (nouveau périmètre)	Variation
Centre Communal d’action sociale	17,3	17,9	3 %
Régie des théâtres	0,9	0,9	0 %
EPPC Beaux Arts-ISDAT	4,4	4,4	0 %
Comité des Œuvres Sociales de la Ville de Toulouse-COSAT-	3,2	0,0	-100 %
Subventions de fonctionnement aux associations écoles et crèches	16,9	17,3	2 %
Subventions de fonctionnement aux autres associa-tions	24,9	24,2	-3 %
Autres charges de gestion courante	12	11,9	-1 %
Total	79,6	76,6	-4 %

Les subventions et participations sont en baisse de 4 % soit – 3 M€. Cette diminution s’explique par un retraitement comptable de la participation au comité des œuvres sociales de la Ville de Toulouse désormais imputée (comme indiqué plus haut) au chapitre 012 (charges de personnel) pour lequel un montant de 3 M€ est prévu au titre de l’exercice 2017.

Une fois retraitée de la participation au COSAT, l’évolution est de + 0,3 %, conséquence essentiellement de l’augmentation de la subvention au Centre Communal d’Action Sociale. Cette augmentation est justifiée par le nécessaire financement des mesures réglementaires en matière de masse salariale (augmentation de la valeur du point, revalorisation de certaines catégories de personnel).

Les subventions versées aux crèches et associations périscolaires (clae) s’élèvent à 17,3 M€, en hausse de 2 %, conformément à l’augmentation des effectifs (ouvertures de places en crèches et augmentation du nombre d’élèves).

D- Les frais financiers

Les frais financiers inscrits au BP 2017 s’élèvent à 2,12 M€. La dette de la Ville est particulièrement jeune. Le taux moyen anticipé au 31 décembre 2016 est de 1,53%. Pour 2017 une légère remontée des taux est anticipée, qui a été intégrée aux hypothèses d’élaboration du budget.

L’investissement

1 LES RECETTES D’INVESTISSEMENT

Hors emprunt d’équilibre, les recettes réelles d’investissement s’élèvent à 52 M€.

Elles se répartissent de la manière suivante :

▶ Le FCTVA : 16 M€

Ce montant est la traduction du niveau des investissements constatés sur l’exercice de référence.

▶ Les subventions : 9 M€

Les subventions d’investissement à recevoir inscrites au présent budget sont celles pour lesquelles une notification a été reçue ou celles inscrites formellement dans le cadre de dispositifs partenariaux (convention territoriale, convention ANRU)

Parmi les principales d’entre elles on peut citer 3,5 M€ au titre du Stadium, 1 M€ pour le stade Arnauné, 1 M€ pour l’héritage UEFA Euro 2016, 0,9 M€ pour l’accueil jeunes Bourbaki et le centre d’animation Bordeblanche et 0,8 M€ au titre des groupes scolaires Reynerie, Grand Selve et Lucie Aubrac.

▶ Les cessions d’immobilisations : 16 M€

Elles correspondent à la cession de l’ensemble Compans Caffarelli dans le cadre de l’échange/acquisition des locaux à Borderouge pour 10,6 M€ (étant précisé que l’acquisition est également prévue en dépenses). Les autres cessions de terrains et bâtiments s’élèvent à 5,5 M€.

▶ Les autres recettes d’investissement : 11 M€

2,2 M€ sont inscrits au titre des remboursements des différents dispositifs de prêts mis en place par la Ville de Toulouse tels que le prêt à taux zéro.

Sont également prévus 9 M€ au titre d’un refinancement éventuel de la dette en cours (écriture sans impact sur l’équilibre budgétaire puisque prévue en miroir en dépenses d’investissement).

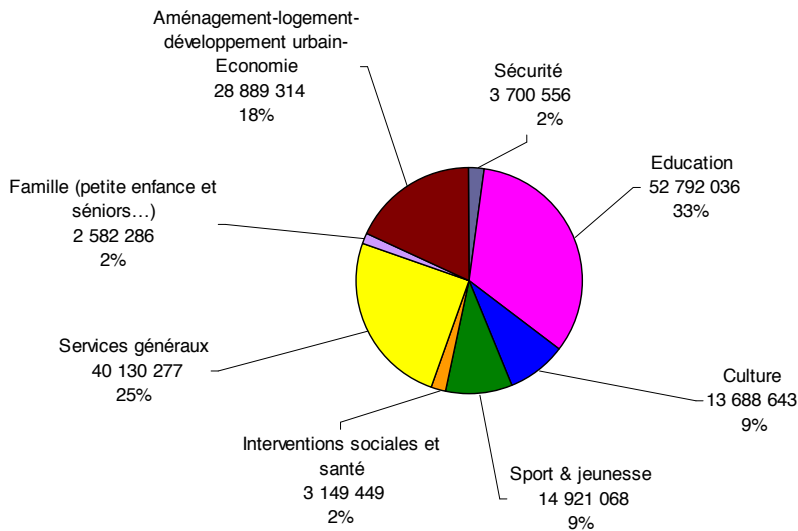
2 LES DÉPENSES D’INVESTISSEMENT :

Les dépenses d’investissement réelles, hors dette et assimilées, s’élèvent à 160 M€, en hausse de 17 M€ par rapport au BP 2016.

Répartition structurelle des dépenses d’investissement :

(en M€)	BP 2016	BP 2017 nouveau périmètre
Immobilisations incorporelles	4	5
Subventions d’équipement versées	5	5
Immobilisations corporelles et en cours	132	149
Autres immobilisations financières	2	2
Total des dépenses d’investissement hors dette	143	160

Répartition fonctionnelle des dépenses d’investissement :



Ce graphique permet de visualiser la répartition des dépenses d’investissement par principale fonction (ou grande politique publique) tant en montant qu’en pourcentage.
Parmi les principaux projets portés par le présent budget selon cette répartition, figurent :

L’éducation : 53 M€

Conformément aux engagements pris qui placent l’éducation en priorité n°1 des investissements, elle représente 33 % des crédits inscrits au titre de 2017, dont :

- 12,5 M€ pour la rénovation du bâti scolaire et la résorption des bâtiments modulaires
- 31,6 M€ pour les constructions et extensions de nouveaux groupes scolaires dont Reynerie Sud, Fleurance St Martin du Touch, Georges Mailhos, Grand Selve, Bordeblanche ainsi que le groupe scolaire et centre petite enfance de la Cartoucherie.
- 5,4 M€ pour des groupes scolaires provisoires pour la rentrée 2017.

Le sports et la jeunesse : 15 M€

Parmi les principaux projets sportifs on peut citer le stade Arnauné pour 2,3 M€, les créations de terrains synthétiques dans le cadre de l’héritage UEFA Euro 2016 pour 1,8 M€, l’achèvement du Stadium pour 1,3 M€ ainsi que 1 M€ pour le démarrage d’un programme de rénovation des terrains synthétiques.
Au titre de la jeunesse sont inscrits 1,8 M€ pour le centre d’animation Reynerie, 0,8 M€ pour le lieu accueil jeunes Renan.

La culture : 14 M€

Sont prévus sous ce timbre, 2,6 M€ pour la restauration de la Basilique de la Daurade, 1,3 M€ pour la rénovation de l’église du Taur, 1,5 M€ pour les Augustins (rénovation des verrières), 1,4 M€ pour les acquisitions documentaires du réseau de médiathèques / bibliothèques ainsi que 0,5 M€ pour la restauration de La Grave.

Les services généraux : 40 M€

On retrouve sous ce secteur, les dépenses relatives à l’entretien courant et la rénovation des bâtiments pour 8,4 M€, les dépenses relatives au système d’information pour 4,5 M€ ainsi que 1,7 M€ au titre des renouvellements et acquisitions de véhicules.
Est également porté le schéma directeur du patrimoine immobilier pour 20 M€ dont 13 M€ au titre de l’échange acquisition Compans / Borderouge.

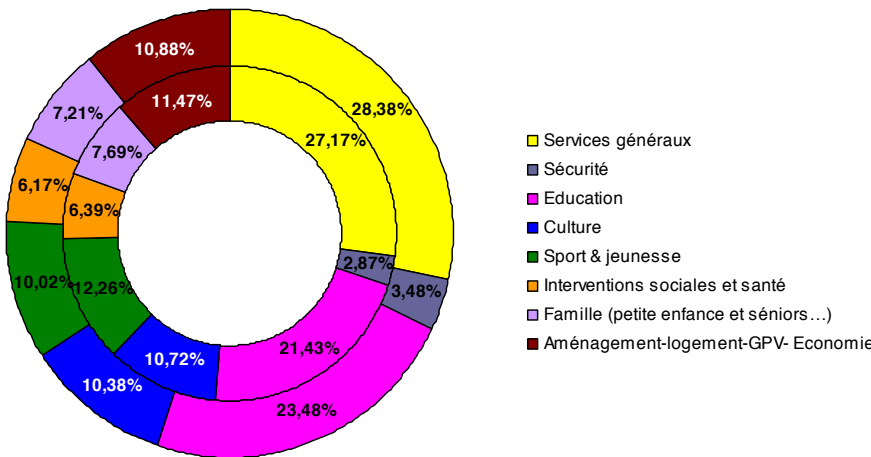
L’aménagement et le développement urbain : 29 M€

Sont notamment regroupés dans ce chapitre l’opération des Castalides pour 6,6 M€, la rénovation des digues et vannes pour 3,7 M€, le programme d’entretien et de rénovation de l’éclairage public pour 3,5 M€, l’entretien et le développement des espaces verts pour 3,7 M€ ainsi que 2 M€ pour la rénovation du marché Victor Hugo.
Parmi les opérations relatives au projet de développement urbain on peut citer le centre social Reynerie pour 1,4 M€ ainsi que la Zac Empalot pour 1,2 M€.

La sécurité : 4 M€

Sont prévus sous ce secteur 3,2 M€ au titre du déploiement de la vidéosurveillance.

La présentation du budget global par grande politique publique :



Le graphique ci-dessus présente la répartition des dépenses de fonctionnement (y compris la masse salariale) et d’investissement réelles par grand secteur d’activité.
Il compare le BP 2017 à l’extérieur avec le BP 2016 au centre.
A l’issu des transferts des cimetières, les services généraux demeurent prépondérant. L’éducation conforte sa position prioritaire avec près de 23,5 %.

	2016 (en M€)	2017 (en M€)	Variation en M€	Variation en %
Services généraux *	202,86	216,76	13,90	6,85%
Sécurité	21,42	26,56	5,13	23,96%
Education	160,02	179,34	19,33	12,08%
Culture	80,06	79,32	-0,74	-0,92%
Sport & jeunesse	91,57	76,52	-15,05	-16,44%
Interventions sociales et santé	47,70	47,15	-0,55	-1,16%
Aménagement-logement-GPV- Economie	57,43	55,08	-2,35	-4,09%
Total	746,67	763,79	17,12	2,29%

* Les services généraux globalisent les fonctions support de la collectivité (la direction générale, les ressources humaines, les finances, les assemblées, les marchés publics, l’informatique, la mission sûreté sécurité...) mais également un certain nombre de services particuliers (l’état civil, les relations internationales et européennes, la communication les élections, les cimetières...)

Toulouse ville créative

P.22 Action internationale et européenne

P.23 Soutien aux acteurs culturels locaux

P.24 Lecture publique

P.25 Patrimoine et musées

P.26 Musique et spectacle vivant

P.27 Communication externe

ACTION INTERNATIONALE ET EUROPEENNE

Chiffres clés

23 projets associatifs soutenus

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 :
0,1 M€

Dépenses de fonctionnement :
0,5 M€

Recettes de fonctionnement :
0,1 M€

Le contexte

- Les villes et territoires renforcent leurs actions et liens internationaux
- Les enjeux urbains sont prioritaires dans les politiques européennes (Agenda Urbain)
- Les sollicitations de solidarité internationale et d’urgence sont plus nombreuses
- L’action internationale des villes se développe au niveau des accords de coopération et des jumelages au travers des partenariats et des thématiques transversales.

Les objectifs pour l’année 2017

- Construire une culture européenne et internationale partagée
- Favoriser les liens de la Ville et de la Métropole en région et hors des frontières
- Veiller à l’impact et aux retours des actions et des engagements
- Développer les financements extérieurs
- Privilégier les opérations en partenariat avec : universités, secteur de la santé, acteurs économiques, autres territoires, notamment Montpellier
- Accentuer la participation de Toulouse dans les programmes européens,
- Renforcer la Ville et la Métropole comme acteur de la solidarité et de l’humanitaire.

VOLET RAYONNEMENT INTERNATIONAL

- Accompagnement des actions de Toulouse par les coopérations et jumelages (Atlanta, Chongqing, Hanoi, Kiev, Ramallah, Saint-Louis, Tel Aviv,...), les villes Aéropostale
- Poursuite de la mise en œuvre du dispositif loi Oudin (projets solidarité eau & assainissement) et d’actions de solidarité internationale
- Recherche de cofinancements pour les projets multipartenaires,
- Valorisation de Toulouse lors de temps forts (visites d’Etat, rencontres internationales, ...) ainsi qu’au sein des réseaux (Cités Unies France, Cités et Gouvernements Locaux Unis, villes Aéropostale, Occitanie Coopération...), en adéquation avec l’Agence d’Attractivité.

VOLET EUROPEEN

- Renforcement des liens avec les autorités de gestion des fonds FEDER/ FSE, 2014-2020 et travail d’influence sur le devenir de la politique de cohésion post 2020
- Participation accrue à des projets européens et mises en place d’actions volontaristes auprès des autorités compétentes,...
- Présence renforcée dans les réseaux européens : Eurocités, AFCCRE, Communauté des Villes Ariane, Occitanie Europe, France Urbaine...
- Développement des échanges économiques avec les villes jumelles et partenaires : Barcelone, Bologne, Düsseldorf, Elche, Hambourg, Oslo, Saragosse,...

SOUTIEN AUX ACTEURS CULTURELS LOCAUX

Chiffres clés

660 demandes de subventions culturelles instruites

485 dossiers financés et 319 associations ou structures culturelles subventionnées

118 sites ou locaux municipaux mis à disposition d’associations ou de structures culturelles

95 parcours d’éducation artistique et culturelle présentés par 85 associations qui accueilleront en tout 177 classes sur l’année scolaire 2016/2017.

16 projets internationaux soutenus

BUDGET 2017

Dépenses de fonctionnement :
8,7 M€

Le contexte

La culture – entendue dans son double sens de disciplines artistiques et de connaissances - est l’âme et le moteur d’une ville inventive, ouverte, rayonnante et solidaire. Elle est le trait d’union entre l’histoire et l’avenir de Toulouse.

La Ville met en œuvre une politique culturelle qui contribue au développement économique autant que social de la cité. Pour la réalisation de projets artistiques, elle soutient un tissu associatif culturel dense et pluridisciplinaire. Elle favorise les projets de territoires, les dispositifs d’expérimentation et d’innovation culturelle, l’éducation artistique, la diversification des publics, le rayonnement international des opérateurs culturels locaux, tout en garantissant l’accès du plus grand nombre à la culture.

Les objectifs pour l’année 2017

AFFIRMATION DU SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT

Dans le contexte budgétairement contraint qui pèse sur son action, la ville de Toulouse poursuivra son soutien aux acteurs culturels. Elle les conseillera et les accompagnera dans la poursuite de leurs projets.

CO-CONSTUCTION DE L’ACTION CULTURELLE

2017 sera une année de mise en œuvre des conventionnements pluriannuels d’objectifs et de moyens avec les principaux acteurs culturels. Les ressources affectées tiendront compte de la nécessaire optimisation des dépenses, et demeureront volontaristes.

Chiffres clés

72 800 usagers inscrits dans :

21 bibliothèques et médiathèques,
1 bibliothèque nomade

2 010 000 visiteurs dans les
bibliothèques en 2015

3,5 millions de prêts de documents

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 :
16,9 M€

Autres dépenses de
fonctionnement :
1 M€

Dépenses en investissement :
2 M€

Recettes de fonctionnement :
449 k€

Le contexte

La Bibliothèque de Toulouse poursuit sa politique d'accès à la culture, à l'information, à la formation et aux loisirs pour le plus grand nombre.

Si l'activité de prêt reste massive, la politique de services, aussi bien sur place (espaces de travail et de lecture, accès à internet, postes d'écoute, lecture de la presse, jeux vidéo, jeux de société...) que depuis chez soi (presse, modules de formation en ligne) répond à une demande croissante des usagers. Ainsi, l'année 2016 a été marquée, après le lancement du prêt d'instruments de musique fin 2015, par l'ouverture de la Music Box à la médiathèque José Cabanis, ou encore par le déploiement du Wi-fi dans plusieurs médiathèques de quartier.

Les 21 bibliothèques réparties sur le territoire toulousain poursuivent leur action d'accueil de tous les publics : la petite enfance, les scolaires, les adolescents et les étudiants, les familles, les groupes d'alphabétisation, les seniors... Les fêtes de quartier sont régulièrement l'occasion d'ouvrir grand les portes des bibliothèques aux habitants qui ne les franchissent pas habituellement.

Les objectifs pour l'année 2017

PROMOUVOIR LA PRÉSENCE DU LIVRE DANS L'ESPACE PUBLIC

Des boîtes à livres, visant à faciliter l'échange de livres entre habitants, vont être déployés dans les quartiers de Toulouse.

POURSUIVRE LA SIMPLIFICATION DE L'ACCÈS AU SERVICE

La démarche visant à améliorer la qualité de l'accueil, favoriser la cohabitation des publics, simplifier l'accès au service pour tous va être poursuivie, tout en maintenant la politique d'optimisation des moyens. En 2017, c'est le déploiement d'une solution informatique sur les 400 postes proposés au public dans les bibliothèques qui se traduira par une amélioration forte du service (logiciels bureautiques, amélioration des fonctionnalités liées aux boîtes mails des usagers, possibilité d'utiliser une clé USB, etc.). Ce sont en effet plus de 350 000 sessions qui sont ouvertes chaque année par les usagers dans les bibliothèques.

POURSUIVRE LA VALORISATION DU PATRIMOINE

En 2017, la Bibliothèque poursuivra la démarche entreprise en 2015 pour approfondir la connaissance scientifique des manuscrits médiévaux et incunables des dominicains, afin de proposer la reconstitution virtuelle de la bibliothèque des dominicains de Toulouse.

Elle intégrera également l'exceptionnel fonds Déodat de Séverac après l'acquisition finalisée en 2016.

Chiffres clés

5 Musées municipaux : Les Augustins ; Paul Dupuy ; Georges Labit ; Musée de l’Affiche de Toulouse (MATOU) ; Saint-Raymond, Musée des antiques

1 Musée d’art contemporain (syndicat mixte) : Les Abattoirs

1 Centre des archives municipales

1 Atelier de restauration statuaire

50 monuments historiques appartenant à la Ville

Fréquentation 2015

238 345 visiteurs à la basilique Saint-Sernin

214 942 visiteurs dans les musées municipaux (hors Muséum)

154 059 visiteurs aux Abattoirs

31 200 cartes MuséeLibre délivrées aux Toulousains depuis le lancement du dispositif en septembre 2014

27 000 visiteurs lors des Journées du Patrimoine 2016 dans les musées municipaux, la basilique Saint-Sernin, l’amphithéâtre romain, Saint-Pierre des Cuisines et le couvent des Jacobins

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 :
10,1 M€

Dépenses de fonctionnement :
1 572 k€

Recettes de fonctionnement :
771 k€

Dépenses d’investissement :
3,1 M€

Le contexte

La richesse du patrimoine historique, des collections des musées et de ses archives renforce l'identité et l'attractivité de la ville. Depuis septembre 2014, la carte Musée Libre permet aux Toulousains de visiter gratuitement les collections permanentes des musées municipaux. Ces derniers, font preuve de dynamisme et mettent en œuvre une programmation de qualité, en croisant les arts et les publics et en approfondissant le développement du multimédia et de l'interactivité. A titre d'exemple en 2016 le **Musée Saint-Raymond** a poursuivi sa modernisation. Après l'inauguration du premier étage consacré aux sculptures du domaine impérial de Chiragan à Martres-Tolosane, totalement scénographiées de manière plus didactique et la mise en regard, par un procédé multimédia, des monnaies romaines avec les portraits impériaux, c'est le 2^e étage qui est totalement repris, le but étant de rendre l'histoire de Tolosa gauloise puis romaine plus accessible.

Les objectifs pour l'année 2017

Au **Musée Saint Raymond**, des procédés de médiation innovante seront installés. Deux expositions sont prévues : de mars à septembre, une production extérieure itinérante, « Le vase qui parle », basée sur des procédés multimédia et interactifs ; du 24 novembre 2014 au 25 mars 2018, une grosse exposition, « Rituels grecs : une expérience sensible », faisant appel à de nombreux prêts internationaux.

Au **Musée des Augustins**, l'exposition « Fenêtres sur cours » s'achèvera en avril 2017 et la prochaine exposition « La Renaissance à Toulouse » ouvrira en mars 2018. Il s'agira d'une exposition patrimoniale majeure en résonance avec la candidature Unesco et avec l'année de la science.

A l'issue d'un ambitieux programme de réaménagement, le **MATOU-Musée de l’Affiche de TOulouse** accueillera de nouveau un public fidèle et passionné en 2017.

MUSIQUE ET SPECTACLE VIVANT

Chiffres clés

Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR):

2 000 élèves inscrits en enseignement artistique

25 000 spectateurs pour 177 manifestations organisées

Festivals :

60 000 personnes dans les différentes manifestations de l'édition 2016 de Rio Loco

20 000 spectateurs à Toulouse d'été (21 lieux, 49 événements)

25 000 spectateurs au Metronum (près de 60 événements)

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : 10,8 M€

Dépenses de fonctionnement : 3,8 M€

Recettes de fonctionnement : 1,5 M€

Dépenses d'investissement : 215 K€

Le contexte

Toulouse place la formation, la création, la production et la diffusion en faveur de toutes les musiques au cœur de sa politique culturelle.

Le **Conservatoire** à rayonnement régional favorise l'éveil à la musique et à la danse, l'enseignement d'une pratique musicale et chorégraphique vivante, l'éclosion de musiciens, danseurs, comédiens, ou encore la formation de futurs amateurs éclairés. L'implantation de ses antennes dans les quartiers lui permet d'irriguer l'ensemble du territoire urbain.

Toulouse d'été défend une programmation musicale exigeante, alliant la musique classique aux musiques actuelles, le jazz, la chanson, les musiques du monde et les nouvelles musiques traditionnelles.

Le **Metronum** a fêté son deuxième anniversaire dans une ambiance festive et dynamique. Cette seconde saison est très satisfaisante en termes de fréquentation avec près de 30 000 personnes accueillies, pour une centaine de concerts et près de 200 artistes ou groupes.

L'édition 2016 du festival **Rio Loco** avait pour thématique les Mondes Celtes. Entre froid, pluie et vent, nous avons vaillamment affronté les tempêtes sociales, climatiques et conjoncturelles sur fond d'Euro 2016 et crainte terroriste.

Les objectifs pour l'année 2017

L'offre du **Metronum** se complètera et se confirmera avec le fonctionnement en ordre de marche des studios de répétition. Nous organisons également un focus spécial autour de l'An 3 du 2 au 5 février 2017.

L'édition 2017 du festival **Rio Loco** portera sur les Iles de l'Océan Indien autour de Madagascar, Zanzibar, les Seychelles, l'archipel des Comores avec Mayotte, les Mascareignes avec l'île Maurice, Rodrigues et La Réunion.

Le **Conservatoire** s'affirme comme un lieu vivant d'action culturelle à travers les nombreuses manifestations qu'il organise. Elèves, professeurs et artistes invités proposeront des concerts et spectacles qui se veulent accessibles à tous.

Le festival **Toulouse d'été** intensifiera la rencontre entre musiciens locaux et invités prestigieux, notamment dans le champ des musiques du monde et du jazz et fêtera en musique classique, jeunes pousses et talents confirmés. Toulouse d'été poursuivra aussi un travail spécifique auprès des publics éloignés et empêchés (hôpitaux, maisons de retraite et prisons...).

COMMUNICATION EXTERNE

Chiffres clés

8 magazines «à Toulouse » tirés à 300 000 exemplaires/n°

Connexions/an sur toulouse.fr : 9 434 000 pages vues, 2 000 000 de visiteurs uniques

Connexions/an sur cultures.toulouse.fr : 1 500 000 pages vues, 472 000 visiteurs uniques

99 000 personnes suivent Toulouse sur Facebook

159 000 abonnés à Twitter

30 300 abonnés sur Instagram

5 000 abonnés à la newsletter toulouse.fr

60 campagnes de communication

200 documents originaux produits par le studio graphique

25 expositions produites

1 600 événements accompagnés par le service Manifestations et fêtes

1 200 reportages photos

160 productions audiovisuelles réalisées

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : 3,4 M€

Dépenses de fonctionnement : 6 M€

Dépenses d'investissement : 0,2 M€

Le contexte

Le service public de la communication vise à informer les Toulousains et à faciliter leurs démarches au quotidien. Son autre mission consiste à faire connaître les actions mises en place par l'équipe municipale aux moyens de supports divers : journaux d'information, médias digitaux, reportages vidéo, expositions sur l'espace public ou lors de salons thématiques, ... La Direction de la communication mène plusieurs campagnes d'information d'intérêt général qui sont destinées à promouvoir les actions décidées par le Conseil municipal ou à mettre en valeur les événements culturels, festifs ou sportifs organisés par la collectivité. Elle facilite, enfin, la tenue de nombreuses manifestations proposées sur l'espace public par de nombreux organisateurs associatifs ou privés.

Les objectifs pour l'année 2017

Si les supports traditionnels (affichage ou journal municipal) demeurent toujours plébiscités, les Toulousains sont de plus en plus nombreux à s'informer via les sites internet et à interagir avec la Mairie à travers toute l'offre de ses réseaux sociaux. En 2017, des améliorations seront encore apportées à l'ensemble des médias numériques.

L'éducation, la petite enfance, la sécurité, la qualité des services aux usagers feront l'objet de campagnes de communication spécifiques qui rythmeront l'année.

Projets à l'échelle des quartiers ou aménagements d'envergure, les transformations urbaines de Toulouse seront mises en valeur, tant sur l'espace public : panneaux de communication chantier ou réseau d'affichage, qu'au plus près des habitants : diffusion de magazines, de flyers.

Le projet de candidature de Toulouse au classement **UNESCO** nécessitera un accompagnement régulier en communication. Les nombreuses opérations de valorisation et d'embellissement du patrimoine en cours ou à venir feront l'objet d'une couverture soutenue sur l'ensemble des médias de la collectivité.

Enfin, les Toulousains auront rendez-vous avec de grands événements : « **les festivités du 14 juillet** » et de Noël comme les nombreux festivals organisés par la Ville. Désignée « Cité européenne de la science en 2018 », Toulouse proposera dès 2017 un programme dense en manifestations grand public ... La direction de la communication en assurera la promotion.

Toulouse ville responsable

PARTIE 1 :

Organisation du territoire communal

- P.30 Stationnement, déplacements, mobilité
- P.31 Marchés et occupation du domaine public
- P.32 Eclairage Public
- P.33 Opérations d'aménagement
- P.34 Environnement et Ville durable
- P.35 *Pâtisseries - Pâtisseries* Espaces verts
- P.36 Gestion des voies d'eau

Travaux - Travaux - Travaux - Travaux

Château
de
Bonrepos-Riqu...

Expo-vente
des plantes
d'ombre

PLANTES
D'OMBRE

STATIONNEMENT, DEPLACEMENTS, MOBILITE

Chiffres clés

786 horodateurs

En centre ville :

9202 places, dont **7 808** payantes sur les **20** quartiers proposant une tarification préférentielle pour les résidents

Hors centre ville :

8 quartiers résidents : **2 707** places payantes avec tarification préférentielle pour les résidents

283 places payantes en ceinture centre ville

559 places payantes sur les axes commerçants des faubourgs

800 places en zone bleue (11 zones bleues)

5 948 abonnés résidents sur l'ensemble du secteur réglementé, 153 véhicules professionnels de l'urgence et de maintenance à domicile, et 181 véhicules livraisons.

VélÔToulouse

283 stations

2600 vélos

32.000 abonnés dont **23.000** sur carte Pastel

4,5 millions de locations en 2015 (+ 200 000 locations/ à 2014)

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : **0,8 M€**

Dépenses de fonctionnement: **7,4 M€**

Dépenses d'investissement: **1,2 M€**

Recettes de fonctionnement: **8,7 M€**

Le contexte

Le stationnement payant est un des principaux leviers de régulation des déplacements en voiture. Développé avec une tarification préférentielle pour les résidents, il s’étend à présent sur 28 quartiers. En 2016, la modernisation des horodateurs s’est terminée et leur extension s’est poursuivie sur l’ensemble des quartiers Busca, Frizac, Gorp, St Aubin, La Grave et Teinturiers dont le Cour Dillon. Afin de dynamiser l’activité commerciale et faciliter l’accès aux équipements de proximité, le stationnement payant avec un temps gratuit a été mis en service sur plusieurs axes des faubourgs Est et cœurs de quartiers : place Job, avenue du Cimetière et Carré de la Maourine.

Les objectifs pour l’année 2017

L’étude des conditions et pratiques de stationnement dans les secteurs des faubourgs se poursuit. Une phase de concertation est en cours pour la mise en place du stationnement payant avec un temps gratuit rue du Faubourg Bonnefoy afin d’améliorer la rotation des véhicules aux abords des commerces et services. Une zone bleue va être créée sur le cœur de quartier de Saint Martin du Touch. Le stationnement des résidents va être encouragé avec la mise en place d’un tarif préférentiel à leur attention. L’entrée en vigueur de la réforme de la dépenalisation - décentralisation du stationnement payant de surface au 1er janvier 2018 sera préparée et la modernisation du service public franchira une nouvelle étape avec notamment la mise en œuvre du paiement du stationnement par téléphone mobile.

MARCHÉS ET OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC

Chiffres clés

3 halles couvertes (160 commerçants) et **45** marchés de plein vent (**1500** commerçants – **36** sites)

15 kiosques (presse, alimentaire, fleurs...)

19 emplacements (ambulants) exerçant au Stadium (9), à Ernest-Wallon (5) et au Zénith (5)

40 emplacements pour camions de restauration rapide et 5 vendeurs de marrons lors des fêtes de fin d’année

250 taxis

883 terrasses

1184 chantiers

604 éléments mobiles

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : **2,4 M€**

Dépenses de fonctionnement : **157 K€**

Dépenses d’investissement : **2,3 M€** (incluant 2 M€ de travaux de réhabilitation du marché Victor Hugo)

Recettes de fonctionnement : **3,8 M€**

Le contexte

La direction est en charge de la gestion des occupations commerciales du domaine public et veille à l’équilibre entre le dynamisme commercial dans la Ville et le cadre de vie des usagers (accès piétons, tranquillité publique...) et ce, dans un souci de rationalisation budgétaire et de simplification des procédures administratives. C’est dans ce cadre qu’a été adoptée, le 22 juillet 2016, une nouvelle réglementation relative à l’occupation du domaine public par les terrasses, qui édicte de nouvelles règles de calcul des surfaces mais aussi une nouvelle échelle de sanctions. Ainsi, durant l’année 2016, les actions de contrôle-sanction ont été renforcées, et simplifiées pour les terrasses mais aussi sur les marchés, pour lesquels une nouvelle échelle de sanctions a aussi été adoptée. En parallèle, l’étude tarifaire sur les marchés couverts a été mise à jour, avec l’objectif d’évaluer l’impact des coûts du service public sur les redevances et de déterminer les modalités de retour à l’équilibre de ce SPIC. En outre, une étude sur les tarifs des marchés de plein-vent a été menée pour réduire le nombre de tarifs tout en uniformisant les modalités de calcul. De plus, la Ville s’est associée en septembre 2016 à France Urbaine pour engager, au sein d’un groupe de travail spécifique, une réflexion sur les enjeux liés à la loi PINEL du 18 juin 2014 avec la reconnaissance de l’exploitation d’un fonds de commerce sur le domaine public.

Les objectifs pour l’année 2017

Dans le cadre du projet Toulouse Centre, la direction suivra, sous le prisme de l’occupation commerciale du domaine public, l’avancée des aménagements pour des espaces publics qualitatifs préservant l’attractivité commerciale de la Ville. Il sera notamment question de la réhabilitation du marché Victor Hugo et de ses abords ainsi que du réaménagement d’autres espaces ayant un impact sur les activités commerciales qui y sont installées (par exemple, le déplacement des marchés de Saint-Sernin). En outre, la mise en œuvre de la nouvelle réglementation relative à l’occupation du domaine public par les terrasses est un enjeu majeur de l’année à venir, avec une réflexion à engager sur le montant des redevances les concernant. La mise en application des études précitées, sur l’impact des coûts de revient du service sur les tarifs des marchés couverts et sur la simplification des tarifs des marchés de plein-vent, sont des objectifs poursuivis. Il sera par ailleurs question de prendre en compte, le cas échéant, les réflexions nationales sur les enjeux de la Loi PINEL sur l’exploitation d’un fonds de commerce sur le domaine public. D’une manière plus globale, la direction continue de s’appuyer sur les retours d’expériences actualisés relatifs aux politiques tarifaires des autres villes afin de répondre à l’objectif de placer Toulouse au niveau de la moyenne nationale sur ces questions. Enfin, la direction conserve l’objectif de finaliser la réglementation sur les taxis tout en clarifiant les enjeux de ce domaine d’activité pour les années à venir.

ÉCLAIRAGE PUBLIC

Chiffres clés

1 300 km de réseaux électriques dédiés à l'éclairage public

67 000 points lumineux dont 10% LED moins consommatrice

30 millions de kWh de consommation électrique annuelle (baisse de 2 millions de kWh/an)

8 000 lampes changées chaque année

500 installations électriques provisoires installées chaque année

700 motifs lumineux / **15kms** de guirlandes électriques installées chaque année pour Noël

Une astreinte technique 24h sur 24, 7 jours sur 7 pour assurer la sécurité des installations

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : **3 M€**

Dépenses de fonctionnement : **5,7 M€**

Dépenses d'investissement : **3,6 M€**

Recettes de fonctionnement : **8,5 M€**

Le contexte

La problématique de l'énergie est depuis maintenant plusieurs années devenue un élément essentiel de l'action publique. L'augmentation du coût réel de l'électricité (+40% en 6 ans) due à la hausse du prix du kWh et à la hausse de taxes (CSPE, TCFE, CFA), rend la maîtrise de sa consommation essentielle à la politique budgétaire de la collectivité. Toute action sur un réseau de cette envergure se doit d'être pensée à long terme (20 ans). Après une politique générale de baisse de la consommation, la nouvelle politique est axée sur le confort de l'usager et sa perception de l'Espace Public tout en limitant la consommation électrique. Il convient d'éclairer mieux, mais toujours moins cher.

Les objectifs pour l'année 2017

AMÉLIORER LA PHOTOMÉTRIE

Un audit lumière a été réalisé sur la ville : 2017 sera la troisième année d'action découlant de cette analyse. Le programme pour R'allumer la lumière à Toulouse est pérennisé. Il se caractérise par des actions ciblées, là où l'adaptation de l'éclairage est rendue nécessaire par une évolution des usages de la Ville. Ainsi, les rues Pargaminières et Romiguières ont servi de banc d'essai et c'est un succès populaire : la nuit, l'espace public est redevenu confortable. Le nouveau Plan Lumière lancé en 2016 accompagne la ville dans sa démarche de classement UNESCO. En 2017, les nouveaux projets réalisés seront les Jacobins et les Augustins.

DÉPLOYER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

La généralisation de nouvelles technologies de lampes et d'appareils (LED) est en cours. Les tests sur la reconnaissance de forme (technologie innovante source d'économie d'énergie future) sont passés en phase pré-industrielle et les paramétrages finaux permettent un fonctionnement optimal. L'année 2017 verra le déploiement des 500 premiers appareils de nouvelle génération, source des économies de fonctionnement futures.

CENTRALISER LA GESTION

L'évolution de l'Éclairage Public tend vers la Télésurveillance. La partie « stratégique » du parc est entièrement télé-surveillée, ce qui permet une réaction plus efficace face aux pannes inévitables vu la dimension du réseau. Il convient en 2017 de continuer à faire vivre cet outil et d'agréger l'expérience acquise afin de faire évoluer les pratiques du métier vers une plus grande efficacité.

OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT

Chiffres clés

ZAC Cartoucherie : création d'une autorisation de programme de **4 000 000 M€** pour la pollution, conformément au montant prévu sur la PPI, dont 100 000 € en 2017

Etudes d'urbanisme : **100 000 €** pour la conduite d'études sur des secteurs identifiés pour l'accueil d'équipements publics de compétence Ville (LA Salade, secteur Nord)

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : **2,3 M€**

Dépenses de fonctionnement : **0,6 M€**

Dépenses d'investissement : **8,1 M€**

Recettes de fonctionnement : **0,1 M€**

Recettes d'investissement : **0,6 M€**

Le contexte

ZAC Cartoucherie : dans le cadre de la poursuite du projet d'aménagement du site de la Cartoucherie, un avenant au traité de concession sera présenté au Conseil Municipal de décembre 2016 pour mettre à la charge du concessionnaire la conduite des études d'optimisation et de gestion des terres polluées, dans le respect des normes sanitaires.

En conséquence, il est prévu une participation de la collectivité au bilan de l'opération.

Sur les Castalides, copropriété dégradée, un programme d'intérêt général a conduit à l'évacuation de l'immeuble. 6,6 M€ sont maintenant prévus pour des travaux de démolition.

Les objectifs pour l'année 2017

Sur la ZAC de Borderouge, les objectifs de l'année 2017 portent sur la commercialisation d'importants lots de la ZAC, intégrant la stratégie d'optimisation des terres polluées.

ENVIRONNEMENT ET VILLE DURABLE

Chiffres clés

2,55 millions

teqCO2 émises sur le territoire selon la méthode ORAMIP (Observatoire régional de la qualité de l'air, 2015) dont la Ville est adhérente.

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : 0,04 M€

Dépenses de fonctionnement : 0,14 M€

Le contexte

Le profil climatique de Toulouse établi par Météo France en 2015 indique les éléments suivants :

- Selon le scénario au fil de l’eau, le réchauffement pourrait atteindre +4°C à l’horizon 2071-2100 par rapport à la période 1976-2005, et +6°C l’été
- - Poursuite de la diminution du nombre de jours de gel et de l’augmentation du nombre de journées chaudes, quel que soit le scénario
- - Assèchement des sols de plus en plus marqué au cours du 21ème siècle

Le défi climatique est d’autant plus important que notre territoire, du fait de son attractivité démographique, voit ses émissions de gaz à effet de serre augmenter de manière tendancielle (+3% d’ici d’ici 2020 en l’absence d’actions d’atténuation) et que nos ressources sont limitées, en particulier la ressource en eau, elle-même fortement impactée par le changement climatique.

Les objectifs pour l’année 2017

Dans le cadre du nouveau Plan Climat, la Ville établira son bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) pour son propre patrimoine et ses services. S’agissant de ses actions en faveur de l’éducation à l’Environnement et au Développement Durable, la Ville de Toulouse verse des subventions à des associations porteuses de projets en la matière à l’attention des Toulousains.

Durant la semaine du développement durable, Toulouse organise la programmation d’une série de manifestations à l’attention des agents de la collectivité et du grand public.

Toulouse réalise des diagnostics de sols à la demande des services porteurs de projets. Ces diagnostics s’inscrivent dans le cadre d’un marché de groupement de commandes entre la Ville de Toulouse, Toulouse Métropole et l’EPFL (établissement public foncier local).

Afin de permettre aux Toulousains de vivre dans un environnement de meilleure qualité, la Ville de Toulouse est adhérente de l’ORAMIP qui poursuit des actions sur la qualité de l’air. La Ville subventionne également l’association du Collectif contre les nuisances aériennes.

ESPACES VERTS

Chiffres clés

987 points verts

853 hectares

160 parcs et jardins

363.000€ pour la réfection ou la création des aires de jeux

235.000€ pour la renaturation d’espaces à fort potentiel écologique

57.000€ pour les jardins partagés (hors GPV)

179.000€ pour la poursuite de rénovation des fontaines d’ornement

250.000€ consacrés au plan de gestion du patrimoine arboré

1.278.000€ consacrés à la maintenance et la requalification des jardins et espaces verts

128.250€ pour les replantations

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : 16,4 M€

Dépenses de fonctionnement : 3,1 M€

Dépenses d’investissement : 3,9 M€

Le contexte

La Direction des Jardins et Espaces Verts met en œuvre une politique respectueuse de la biodiversité tout en conciliant principes de gestion durable et usages des espaces.

En cohérence avec les principes de gestion responsable des ressources, la Ville de Toulouse œuvre pour la mise en conformité des réseaux d’arrosage, la rénovation et la restauration des fontaines publiques, visant à améliorer la qualité de l’eau et à en réduire la consommation.

Le fleurissement évolue avec le développement d’une palette de vivaces pour valoriser la ville et ses espaces verts tout en limitant les besoins en eau.

Des jardins secs sont ainsi créés dans différents quartiers.

Les objectifs pour l’année 2017

Des moyens seront spécifiquement dédiés à la gestion du patrimoine arboré (recensement, diagnostic, ...), à la rénovation des serres municipales, à l’expérimentation de l’écopâturage et à la mise en œuvre du passage au zéro produits phytosanitaires.

Dans le cadre des grands projets urbains, la présence du végétal est affirmée et s’illustrera dans les différents projets en centre ville. Les aménagements d’envergure se poursuivront dans les quartiers de Bagatelle, Bellefontaine, Empalot et Reynerie.

Des jardins et espaces verts seront également restructurés afin de mettre en valeur le végétal tout en retravaillant leurs usages récréatifs et le confort des traversées piétonnes. Les travaux concerneront autant des jardins en cœur de ville (reprise des allées du Jardin Royal) que des sites plus boisés (Parc de la Mounède).

Enfin, le renouvellement des arbres vieillissants de la Peupleraie des Argoulets s’achèvera en 2017. La plantation d’arbres et d’arbustes variés remplacera avantageusement celle jusque là mono-spécifique.

LA RÉGIE AGRICOLE

Le principal objectif de la Régie Agricole pour 2017 est de réussir le lancement des vins et du jus de raisin BIO. La stratégie marketing est fondée sur l’adaptation aux besoins de deux marchés complémentaires, l’un correspondant aux besoins de la Ville, l’autre au développement d’une clientèle de particuliers intéressés par la vente directe. Elle se concrétisera par la création de nouvelles cuvées adaptées à nos cibles, la définition d’une nouvelle grille tarifaire et l’ouverture d’un magasin au domaine.

L’objectif à terme est de financer l’exploitation de la vigne par le produit des ventes.

Chiffres clés

- **Plan d'eau de la Garonne et Canaux : 62 m³** de déchets collectés sur le plan d'eau de la Garonne
92 m3 d'embâcles évacués du plan d'eau de la Garonne.
1045 m³ de vase extraits de la Garonne au niveau du Pont Neuf
127 m³ d'herbiers extraits de la Garonne

- **Canal du Midi** : double anniversaire 350 ans Edit royal et 20 ans de classement UNESCO
3 000 spectateurs pour le Spectacle narratif et pyrotechnique du Port de l'Embouchure en septembre 2016

- **Port Saint Sauveur** : **3^{ème}** labellisation Pavillon bleu pour le Port Saint Sauveur en 2016
3 000 visiteurs lors de Canal en fête 2016 : Présentation, exposition, animations et spectacles autour du double anniversaire, danses baroques, présentation des bateaux La Naïade et Le Tourmente, rando-cyclistes du Canal, spectacles pour enfants, conférence sur Riquet et Toulouse.
600 personnes dont 350 scolaires accueillis dans le cadre de la semaine du Développement Durable 2016 sur le thème « le canal, patrimoine naturel » : sensibilisation à la flore et la faune du Canal du Midi en partenariat avec le Conservatoire d'espaces naturels de Midi Pyrénées et la Fédération de pêche de la Haute Garonne, présentation des interventions de nettoyage des Canaux et Garonne

BUDGET 2017
Masse salariale 2016 : **0,3 M€**
Dépenses de fonctionnement : **0,3 M€**
Dépenses d'investissement : **0,4 M€**
Recettes de fonctionnement : **0,1 M€**

Le contexte

Les voies d'eau constituent à Toulouse un patrimoine exceptionnel avec le Canal du Midi classé au patrimoine mondial de l'UNESCO et la Garonne classée Natura 2000.

La stratégie de préservation et de valorisation des voies d'eau a été poursuivie et amplifiée en 2016 (mise en œuvre des premières actions du plan Canal, anniversaire des 350 ans du Canal du Midi et des 20 ans de son classement à l'UNESCO).

Des opérations de communication et d'animation ont été menées au-delà du Port St Sauveur.

Les actions en matière de propreté, de gestion et d'entretien sur le plan d'eau Garonne et les canaux ont été assurées (enlèvement des déchets anthropiques, bancs d'herbiers arrachés, embâcles).

La stratégie de valorisation du Port St Sauveur est restée active dans l'objectif d'accueillir des plaisanciers touristes à Toulouse. La qualité de service du port a été récompensée pour la 3^{ème} année consécutive par le label Pavillon Bleu.

Cette valorisation vise aussi à permettre la redécouverte du Canal et de son patrimoine historique et naturel en intégrant tous ses usages : sports, pêche, plaisances, transport, rando-cycliste, piéton

Plusieurs animations majeures se sont déroulées en 2016 :

- le spectacle narratif et pyrotechnique au port de l'Embouchure
- la manifestation Canal en fête lors des Journées du Patrimoine au Port St Sauveur.
- la Semaine du Développement Durable sur le thème « le canal, patrimoine naturel »
- la fête de la pêche en partenariat avec la Fédération de pêche de haute Garonne au Port St Sauveur

Les objectifs pour l'année 2017

La stratégie de préservation et de valorisation des voies d'eau sera poursuivie en 2017, à la fois pour les canaux et la Garonne.

Le Plan Canal, programme d'études, travaux, gestion, qui se déroule sur la période 2015-2020 suivra son cours avec un enjeu particulier sur la propreté, le mobilier urbain, la réfection des chemins de halage et la mise en lumière des ouvrages d'art (ponts, écluses).

Des actions continueront à être engagées en matière de propreté, de gestion et d'entretien sur le plan d'eau Garonne en lien avec l'ensemble des usagers (clubs nautiques, pêcheurs, bateliers, riverains). Ces actions permettront la mise en valeur des nouveaux équipements quai Viguerie.

La stratégie de valorisation du Port St Sauveur sera prolongée.

La démarche d'amélioration permanente concernera les volets économique (augmentation de la fréquentation et des recettes), environnemental (label pavillon bleu et objectifs développement durable) et social (sensibilisation des scolaires à la préservation du patrimoine historique et naturel).

Toulouse ville responsable

PARTIE 2 :
Promotion de la citoyenneté et services publics de proximité

- P.38 Démocratie Locale
- P.39 Lutte contre les discriminations
- P.40 Services à la population
- P.41 Police Municipale

DÉMOCRATIE LOCALE

Chiffres clés

2 services : 63 agents.
6 secteurs – 20 quartiers
5 Maisons de la Citoyenneté
208 associations hébergées à la Maison des Associations

497 réunions publiques sur l’année 2016

BUDGET 2017

Masse salariale2016 :
3,8 M€
Dépenses de fonctionnement :
0,12 M€
Dépenses d’investissement :
1,3 M€ dont 1,14 M€ pour les enveloppes de quartiers

Le contexte

L’ingénierie de la concertation et de la participation a connu une forte croissance au cours de l’année écoulée, pour deux raisons principales:

- Avancement des projets qui entrent maintenant dans une phase plus opérationnelle,
- Première étape de réorganisation aboutie avec la mise en place de 20 référents de quartier.

Cette dynamique devrait se confirmer au cours de l’année 2017. Par ailleurs, la deuxième étape de la réorganisation est engagée, et devrait aboutir au rapprochement-fusion de trois entités: démocratie locale, contrat de ville et renouvellement urbain, domaine «locaux associatifs» de la direction de l’Immobilier.

Ainsi, c’est toute l’action territoriale de la collectivité qui sera mise en perspective : maillage associatif pertinent du territoire, projets de quartier aboutis, et proximité suivie.

Les objectifs pour l’année 2017

L’année 2017 sera marquée par la mise en perspective des projets de quartier, associant directions métiers et acteurs associatifs ou institutionnels.

Par ailleurs, une première version stabilisée du « portail associations », permettant la dématérialisation des demandes de subventions et de prêt de salles, apportera simplification pour les associations et analyse facilitée pour la collectivité.

La diversification des outils de participation et de concertation, notamment les systèmes numériques expérimentés dans le cadre du projet « Smartcity », apportera une ouverture et des possibilités de concertation avec des publics jusqu’ici moins impliqués.

Le projet de Maison de la Citoyenneté du secteur OUEST dans le quartier de la Reynerie devrait entrer dans une phase plus opérationnelle, les étapes d’étude de programmation arrivant à leur terme.

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Chiffres clés

L’Espace Diversités-Laïcité est un service Public dédié à la prévention de toutes les discriminations avec son son auditorium de 150 places, 5 salles de réunion, une salle d’exposition, un centre LGBT. 20 associations y proposent des permanences.

319 partenaires ont été accueillis en 2016 dont 266 associations.

28 expositions ont été programmées en 2016 et 155 expositions prêtées à des partenaires.

37 associations subventionnées.

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 :
0,7 M€
Dépenses de fonctionnement :
0,3 M€
Dépenses d’investissement :
0,07 M€

Le contexte

La prévention du racisme, de l’antisémitisme et des discriminations, la promotion des droits humains sont les piliers des valeurs de la République.

La ville de Toulouse y consacre une attention permanente afin de :

- communiquer pour faire évoluer les mentalités, les préjugés et faire reculer les stéréotypes,
- agir en partenariat afin de faire évoluer les pratiques des différents acteurs sur toutes les discriminations quelles qu’elles soient,
- promouvoir les droits de l’Homme et la laïcité,
- promouvoir les diversités au travers de Toulouse-Diversités (Conseil Consultatif des Résidents Étrangers de Toulouse).

Les objectifs pour l’année 2017

2017 sera marquée par la mise en œuvre du plan d’actions égalité femmes hommes dans la cité ainsi que par des plans territoriaux de prévention des discriminations dans l’éducation et sur le marché du travail. Et ce notamment par :

- la définition d’une approche intégrée afin de renforcer l’exemplarité de la Ville en matière d’égalité femmes hommes,
- un appel à projets consacré à la participation citoyenne des femmes,
- l’analyse de l’impact des politiques publiques sur les femmes et les hommes,
- la promotion des droits de l’Homme notamment à travers le renforcement des partenariats avec l’éducation nationale, la réserve citoyenne et les associations locales intervenant dans ce domaine,
- la mise en œuvre du projet européen « amitié code » ayant pour objectif de sensibiliser les intervenants auprès d’un jeune public (14-19 ans), aux problématiques de migrations, de développement et de droits humains.
- le renforcement des actions de prévention de toutes les formes de discriminations par l’organisation de formations, de sensibilisations, d’expositions, de conférences et débats,
- le développement du partenariat avec les associations engagées dans la lutte contre les discriminations.

SERVICES À LA POPULATION

Chiffres clés

256 424 inscrits sur les listes électorales nationales au 1^{er} mars 2016
1238 et 1290 ressortissants communautaires inscrits sur les listes électorales complémentaires au 1^{er} mars 2016
3326 jeunes recensés en 2015
5846 actions menées par les enquêteurs administratifs
433 arrêtés municipaux
290 déclarations liées aux débits de boisson enregistrées
15 339 naissances
5 389 décès
1 429 mariages célébrés
13 239 livrets de famille traités
52 516 mentions marginales apposées
474 645 actes délivrés
34500 demandes de cartes nationales d’identité,
36300 demandes de passeports

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 :
6.7M€
Dépenses de fonctionnement :
1.2 M€
Recettes de fonctionnement :
260 k€
Dépenses d’investissement :
315 k€

Le contexte

La Loi sur la justice du XXI siècle opère des transferts vers le service de l’Etat Civil qui sera conduit à une réorganisation interne pour absorber les nouvelles procédures, notamment l’instruction des dossiers de PACS.

Le service des Mairies de quartier a été rattaché courant 2016 à la direction Population, ce qui implique un travail de réorganisation.

Les objectifs pour l’année 2017

Réorganisation de la direction pour répondre aux enjeux du domaine population tout particulièrement par le biais de l’harmonisation des procédures, le développement et la mise en œuvre du principe d’un guichet unique.

Développement de projets structurants pour consolider les services à la population et développer les actions transversales.

Accélération du processus de dématérialisation dans les relations avec les usagers : géoplateforme vie nocturne, projet REU élections…

Mise en œuvre de la carte nationale d’identité dématérialisée sur les dispositifs de recueil déployés dans plus de 14 sites municipaux.

POLICE MUNICIPALE

Chiffres clés

10 000 mises en fourrière
2 300 procédures
289 policiers municipaux
34 agents de surveillance de la voie publique
21 administratifs
10 techniques
36 opérateurs vidéos
131 caméras de vidéosurveillance installées

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 :
16 M€
Dépenses en fonctionnement :
1 M€
Dépenses en investissement :
3,6 M€
Recettes en fonctionnement :
1,8 M€

Le contexte

2017 est l’année planifiée pour que l’effectif cible des policiers municipaux (330) soit atteint. Une nouvelle impulsion est donnée avec le recrutement de Monsieur Jean-Christophe MONNERIE, Directeur de la police municipale depuis le 1^{er} août 2016. Une réorganisation des services est en cours pour une optimisation des moyens et une efficience des équipes de terrain, chargés de sécuriser au quotidien les Toulousains.

Les objectifs pour l’année 2017

L’augmentation de l’effectif opérationnel permettra en 2017 la fidélisation d’équipes dans les quartiers tout en intensifiant la présence policière en centre ville, en particulier sur 5 axes :
▪ 1. Wilson-Lafayette – Poids de l’Huile – Alsace-Lorraine,
▪ 2. Bayard – Belfort – Jeanne-d’Arc,
▪ 3. Arnaud-Bernard – Saint-Sernin – Merly,
▪ 4. Saint-Rome – Changes – Trinité – Filatiers – Carmes,
▪ 5. Capitole et ses abords.

L’accent mis sur le déploiement de patrouilles pédestres participera de l’accessibilité et de la lisibilité de nos policiers, sécurisant ainsi les toulousains dans un contexte d’état d’urgence.

Une des priorités sera le volet « vie nocturne » avec une mobilisation de tous les acteurs municipaux, chargés d’intervenir en collaboration étroite, pour rétablir la tranquillité publique.

Le projet de déploiement de la vidéo-protection sera en cours d’achèvement (l’installation de 108 caméras est programmée pour 2017) et la vidéo-verbalisation sera effective.

La géolocalisation opérationnelle facilitera la réactivité de réponse aux demandes des Toulousains sollicitant le service « Allô Toulouse ».

Toulouse ville solidaire

- P.44 Éducation
- P.45 Cuisine centrale
- P.46 Petite enfance
- P.47 Enfance loisirs
- P.48 Animation socioculturelle
- P.49 Renforcement du lien social
- P.50 Logement
- P.51 Centre Communal d'Action Sociale
- P.52 Mission Accueils Jeunes
- P.53 Séniors
- P.54 Hygiène et santé
- P.55 Sports

Chiffres clés

201 écoles publiques (94
élémentaires et 107 maternelles)
et 33 324 élèves scolarisés

5 338 élèves scolarisés dans
les écoles privées (14 %)

soit un total de 38 662 élèves

106 CLAE maternels en régie
et 3 en gestion associative

94 CLAE élémentaires dont 32
associatifs et 62 en marchés publics

28 000 enfants accueillis dans
les CLAE et près de 27 000 demi-
pensionnaires en moyenne

Plus de 2 800 agents
(directeurs CLAE, ATSEM,
agents techniques, adjoints
d’animation, accompagnants de
vie de loisirs, agents de sécurité)
travaillent dans les écoles.

294 000 m² de patrimoine scolaire

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 :
75,8 M€

Dépenses de fonctionnement :
31,4 M€

Dépenses d’investissement :
51,7 M€

Recettes de fonctionnement :
8 M€ (hors restauration scolaire)

Recettes d’investissement :
0,7 M€

Le contexte

La croissance démographique constatée dans le écoles depuis plusieurs
années s’est poursuivie en 2016/2017. Cela a donné lieu à l’ouverture de
41 classes.

La Ville accueille plus de 33 000 élèves aujourd’hui.

Dans ce contexte, l’éducation est une priorité forte pour la Ville.

Signé en décembre 2015, le Projet Éducatif de Territoire (PEdT) vise à assurer
la cohérence, la continuité et la qualité des actions éducatives sur l’ensemble
des temps de vie de l’enfant .

Le suivi et la mise en œuvre du PEDT sont réalisés dans le cadre du Parlement
éducatif de Toulouse lancé en février 2016, qui rassemble plus de 140
membres de l’alliance éducative toulousaine, composée de parents d’élèves
et de professionnels (Éducation Nationale, services de la Ville, fédérations
d’éducation populaire, associations...).

Les services de la Réussite Educative et du CLAS sont maintenant intégrés à
la direction de l’Education.

Le dispositif de la Réussite Educative est maintenu sur l’ensemble du
territoire.

Le Contrat Local d’Accompagnement à la Scolarité (CLAS) accompagne
les 30 opérateurs associatifs actifs d’une part, et met en œuvre 11 actions
d’autre part.

Les objectifs pour l’année 2017

Pour répondre à la croissance démographique de la Ville, la construction de
10 nouvelles écoles est programmée à l’horizon 2020 (31,6 M€ inscrits sur le
seul exercice 2017). En 2017, l’école Niboul sera livrée et les travaux des écoles
Reynerie, Fleurance, De Gaulle-Anthonioz et Borderouge commenceront
(bâtiments, parking).

Par ailleurs 14,2 M€ sont inscrits pour l’équipement, la maintenance et la
rénovation du patrimoine scolaire. Ils visent à améliorer la sécurité et
l’hygiène, à favoriser le bien vivre ensemble dans les écoles et à améliorer
les conditions de travail du personnel.

La signature du PEDT constitue un levier pour la rénovation de l’école
et l’évolution de l’offre périscolaire que la Ville a lancé en 2001. Ainsi, à
l’occasion des quinze ans des CLAE, le premier printemps éducatif de
Toulouse a eu lieu en juin 2016.

Ces objectifs de politiques éducatives permettront à la Ville de développer
et d’améliorer l’accueil des petits toulousains dans les écoles et de mettre
en place une **alliance éducative dynamique**.

Le numérique est une réalité majeure de la vie quotidienne,
C’est pourquoi la Ville a décidé la mise en œuvre d’un plan TICE (technologies
de l’information et de la communication pour l’enseignement) pour engager
les écoles toulousaines dans l’ère du numérique (2,75 M€ sur 6 ans). 0,5 M€
seront investis en 2017 pour fournir l’accès aux ressources dans toutes les
salles de classes et les équiper de vidéo-projecteurs interactifs.

Chiffres clés

32 000 repas servis
quotidiennement en temps scolaire

91 agents qui œuvrent dans le
service à la production de ces repas

23 % des achats consacrés
aux produits biologiques
(dont 87 % de bio local)

40 % d’achat régional
tout achat confondu

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 :
3,6 M€

Dépenses de fonctionnement :
12 M€

Dépenses d’investissement :
1,1 M€

Recettes de fonctionnement :
9,9 M€

Le contexte

La Cuisine Centrale assure la fabrication des repas servis dans les 201 écoles
publiques de la ville. En application de la réglementation en matière de
nutrition, elle propose des menus variés qui respectent un plan alimentaire
qui garantit des apports nutritionnels adaptés à chaque âge des convives.

2 millions d’euros seront investis entre 2016 et 2018 pour permettre
d’adapter les volumes de stockage au nombre de repas produits et ainsi
garantir de meilleures conditions d’hygiène aux fabrications.

En mai 2016 la Cuisine Centrale a entamé une collaboration avec le chef
étoilé toulousain Stéphane Tournié afin d’améliorer ses recettes et proposer
une recette du chef par mois.

Les objectifs pour l’année 2017

Poursuivre l’amélioration de la qualité des repas servis.

Poursuivre la politique d’achat vers des produits de qualité et locaux avec
dès janvier 2017 le passage du bœuf frais en Bleu Blanc Coeur (local), du
veau frais en Label Rouge (local), des omelettes et œufs issus de poules
élevées en plein air.

Un travail mené avec l’Union des Boulangers de la Haute Garonne devrait
nous permettre de fournir aux écoles en direct du pain fabriqué par des
artisans boulangers locaux dès le 2 janvier 2017.

Poursuivre la participation de la Cuisine Centrale aux diverses
manifestations locales et nationales en rapport avec l’alimentation :
journée de la gastronomie, semaine du goût, SISQA, semaine européenne,
RIO LOCO, semaine du développement durable avec la mise en place d’un
menu « bas carbone »...

Chiffres clés

57 structures en gestion municipale, 16 crèches CCAS, 3 haltes-garderies Mairie/ CAF, 85 structures associatives subventionnées et une dizaine de crèches d’entreprises

soit près de 6 000 places financées par la Ville de Toulouse, se répartissant comme suit :

- 3 047 places en secteur public,
- 2 220 places en structures associatives et mutualistes subventionnées (secteur privé non marchand),
- 671 places en crèches d’entreprises (dont crèches hospitalières et universitaires subventionnées) et en entreprises de crèches (secteur marchand non subventionné).

A cela s’ajoute l’accueil proposé par les 10 crèches familiales municipales (soit 800 places environ au domicile des assistantes maternelles).

353 nouvelles places créées en gestion publique, privée et associative (entre mai 2014 et décembre 2016).

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : 24 M€

Dépenses de fonctionnement : 12,5 M€

Recettes de fonctionnement : 15,3 M€

Dépenses d’investissement : 1,3 M€

Le contexte

L’année 2017 sera marquée par la poursuite de l’effort ambitieux de création de places en crèches, l’objectif étant d’atteindre 1000 nouvelles places en 2020. 208 nouvelles places seront ainsi proposées aux familles toulousaines :

- 173 places pour le secteur associatif subventionné par la Ville de Toulouse.
- 35 places avec l’ouverture d’une crèche privée.

Les objectifs pour l’année 2017

Offrir aux familles un mode de garde adapté à leurs besoins en lien avec l’activité professionnelle et/ou la recherche d’un emploi, consolider le maillage du territoire, développer des pratiques professionnelles innovantes, tels sont les principaux objectifs de l’année 2017 .

- La poursuite de la création de places en accueil collectif.
- L’optimisation du fonctionnement existant avec une meilleure occupation des établissements.
- Le maintien d’une offre variée de modes de garde pour répondre aux besoins spécifiques de chaque famille (accueil collectif, accueil familial, accueil par les assistants maternels indépendants).
- La qualité de l’accueil de l’enfant et de sa famille pour maintenir un climat de confiance et de partage dans un environnement bienveillant et rassurant.
- Le soutien réaffirmé au secteur associatif avec la refonte du système de financement pour une plus grande lisibilité et une égalité de traitement.
- La maîtrise de l’absentéisme et une gestion fine des recrutements.

Chiffres clés

108 accueils de loisirs fonctionnent à Toulouse (59 municipaux et 49 associatifs)

L’offre de loisirs municipale représente 75 % de la capacité d’accueil en nombre de place

Plus de 8 000 enfants ont été accueillis, dont 300 en situation de handicap.

2500 personnels mobilisés sur la période estivale.

Par ailleurs, la Ville compte aujourd’hui 15 ludothèques, dont 5 en gestion municipale

A l’extérieur de Toulouse, les centres d’accueil d’Aulus (09), Jurvielle (31), Antichan (31) et St Laurent (65) ont enregistré 40 000 journées participants.

En 2017 : La DEL prévoit de réaliser 435 000 journées participants, dont 331 000 en formule d’accueil (accueils de loisirs, mini séjours et séjours de vacances) et 104 000 en accueil hôtelier à Toulouse et à l’extérieur.

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : 11,7 M€

Dépenses de fonctionnement : 7,2 M€

Dépenses d’investissement : 0,5 M€

Recettes de fonctionnement : 18,6 M€ (15 M€ au titre du Contrat Enfance Jeunesse)

Le contexte

L’offre de loisirs extrascolaire s’inscrit comme un enjeu éducatif, social et culturel majeur à coté de l’école et de la famille. Dans un contexte démographique exceptionnel, la Ville engage sa responsabilité auprès d’un enfant sur trois scolarisé à Toulouse. Les accueils de loisirs maternels et élémentaires, les mini séjours, les séjours de vacances et les ludothèques proposent des formules complémentaires, attractives et ludiques élaborées dans le cadre de projets pédagogiques adaptés à tous les publics.

Aujourd’hui, la question du vivre ensemble et de la citoyenneté mobilise toutes les équipes. Les formules d’accueil collectif et les ludothèques sont par définition des entités éducatives qui visent l’épanouissement des enfants et l’émancipation des jeunes, dans un environnement sécurisé. Elle répondent à un besoin social, tissent du lien et participent à la construction d’une culture commune de la mixité et de la diversité.

L’aide conséquente de la Ville auprès des opérateurs associatifs contribue à renforcer la cohérence territoriale et favorise un meilleur équilibre de l’offre. Il s’agit en particulier de lutter contre les inégalités sociales ou territoriales et de favoriser l’accès du plus grand nombre. L’accueil des enfants en situation de handicap reste une priorité.

Les objectifs pour l’année 2017

La Direction Enfance Loisirs (DEL) souhaite développer de nouvelles actions et moderniser ses modes de gestion. Pendant les périodes scolaires, elle propose des services de proximité et pendant les vacances, elle fait le pari de la mobilité à Toulouse et à l’extérieur (Pyrénées, Corse, Espagne …). Elle souhaite consolider les partenariats institutionnels et les collaborations internes dans la perspective des orientations du Projet Éducatif de Toulouse, du Contrat de Ville, du Contrat Enfance Jeunesse et de la Convention Internationale des Droits de l’Enfant. Il s’agit notamment de :

- Faciliter l’accès aux familles les plus démunies en séjours de vacances
- Améliorer l’accès aux mini séjours depuis les Accueils de Loisirs
- Consolider le partenariat avec les opérateurs associatifs (nouvelle convention)
- Développer l’offre à destination des adolescents (club ados)
- Participer activement au Parlement Éducatif de Toulouse
- Valoriser la Ville de Toulouse dans les réseaux nationaux (Ville Amie des Enfants et UNAT)
- Promouvoir la culture ludique à vocation sociale, culturelle et éducative

Pour cela, la DEL conduit des protocoles d’évaluation auprès des publics et des professionnels dans le cadre d’une démarche qualité spécifique à chaque formule d’accueil.

P.46 - Toulouse ville solidaire

Toulouse ville solidaire- P.47

ANIMATION SOCIOCULTURELLE

Chiffres clés

17 Centres culturels et d’animation, 6 Maison de quartier, 5 salles polyvalentes dans tous les secteurs de la commune.

13 Associations socioculturelles subventionnées à l’année :

7 Maisons des Jeunes et de la Culture et 6 associations d’importance telles le Cercle Laïque « Jean Chaubet », l’ASC Montaudran ou encore le Centre Culturel des Minimes.

518 spectacles et 107 expositions.

145 disciplines proposées en pratique amateur pour tous publics.

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : 13,2 M€

Dépenses de fonctionnement : 4,3 M€

Recettes de fonctionnement : 0,85 M€

Dépenses d’investissement : 1,83 M€ dont 0,4 M€ pour l’Espace St Cyprien bâtimentRéclusane 0,5 M€ pour l’aménagement de la salle de danse Gonin 0,2 M€ pour les locaux associatifs socioculturelle Borderouge.

Le contexte

La Direction de l’Animation Socioculturelle (DASC) déployée, entre la Direction centrale, les Centres Culturels et d’Animation, les Maisons de quartier et les salles polyvalentes, propose une offre culturelle et de loisirs de proximité aux toulousains. Celle-ci se décline en une programmation de spectacles et d’expositions, accompagnée d’actions de médiation et de multiples possibilités d’activités, sportives, créatives et récréatives, à travers des ateliers ouverts sur un éventail de près de 145 disciplines.

Le réseau des centres s’implique aussi activement dans l’animation locale et la dynamique associative. La DASC soutient 13 structures socioculturelles majeures dont 7 Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC) qui œuvrent pour la même mission.

Les objectifs pour l’année 2017

Les services de l’Animation Socioculturelle poursuivront leurs missions s’attachant à travailler étroitement avec les acteurs locaux au plus proche des habitants du territoire, dans une cohérence d’initiatives.

Afin d’optimiser les moyens dédiés à la réalisation de ses missions et de ses objectifs, l’année 2017, sera pour l’Animation Socioculturelle une année de réorganisation fonctionnelle de ses services.

Les partenariats noués avec les grands événements et festivals toulousains, tels Rio Loco, Rose Béton, le Marathon des mots, ainsi qu’avec les services de la Ville tel la DCVRU ou la DSCS seront renforcés dans les quartiers toulousains.

Fidéliser un public attaché à la convivialité en proposant des animations de quartier dynamiques devenant par la suite des rendez-vous incontournables.

Proposer une offre de service public plus adaptée notamment en faveur des jeunes actifs.

Enfin, l’offre estivale mise en place depuis 2 ans maintenant, à destination des enfants, des jeunes et des familles, notamment des quartiers populaires sera densifiée afin de proposer au plus grand nombre des activités culturelles et récréatives. (Jeudi au bord du Lac, sorties mer/montagne, visites culturelles, cinéma plein air,...)

RENFORCEMENT DU LIEN SOCIAL

Chiffres clés

1 village d’insertion, 2 terrains d’accueil et 104 logements répartis sur la ville pour les projets d’hébergement et d’insertion des publics migrants précaires. 37 associations subventionnées œuvrant en faveur des personnes en situation de précarité.

1 Nouveau Dispositif- AMI : 1 254 actions menées auprès du public « Sans Résidence Stable » avec 30 personnes hébergées dans un lieu d’accueil et d’hébergement expérimental avec leurs animaux ou sur une structure du dispositif existant. 85% des situations de nuisances résolues par de la médiation avec des réponses réactives et efficaces apportées aux riverains.

1 équipement municipal « Espace social du Grand ramier » : prestations à destination de publics en situation de grande fragilité : 2 800 bénéficiaires, 152 600 repas et 15 000 prestations de douches / laverie en complément des douches publics proposées à l’espace Bonnefoy.

50 associations subventionnées intervenant en faveur des publics en situation de handicap.

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : 3,6 M€

Dépenses de fonctionnement : 1,6 M€

Recettes de fonctionnement : 0,2 M€

Dépenses d’investissement : 2,5 M€ dont 200 k€ pour la mise en accessibilité du Musée des Augustins et 1,5 M€ pour le nouvel Agenda d’Accessibilité Programmée 2017-2020 des Etablissements Recevant du Public (86 ERP).

Le contexte

La ville de Toulouse mène des politiques publiques volontaristes en direction des publics fragilisés en complémentarité avec l’action de Toulouse Métropole, de l’Etat et du Département. Cette action visant le renforcement de la cohésion sociale est structurée autour des axes suivants :

- la lutte contre les phénomènes d’exclusion des personnes en situation de grande précarité, des migrants et ressortissants européens ou personnes sans résidence stable à travers une politique volontariste d’hébergement et d’insertion;
- dans le cadre de l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la ville de Toulouse mène des actions volontaristes à l’attention des publics en situation de handicap.

Les objectifs pour l’année 2017

LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

- la mise en œuvre de projets d’hébergement (participation au plan hivernal, projets expérimentaux d’hébergement d’urgence).
- l’expérimentation d’un nouveau projet de logement d’insertion pour des femmes issues de la rue (quartier de la Reynerie).
- la poursuite du plan d’action concernant l’accompagnement des ressortissants européens et la résorption des principaux campements illicites sur le territoire toulousain.

HANDICAP : LE DÉFI DE L’ÉGALITÉ

La Direction des Solidarités et de la Cohésion Sociale se fixe comme axe prioritaire l’accès aux Services Publics pour Tous, en s’engageant en 2017, à mettre en œuvre un Agenda d’Accessibilité Programmée 2017-2025 pour des travaux de mise en accessibilité de près de 620 établissements municipaux recevant du public.

Le partenariat et la concertation avec les représentants des personnes en situation de handicap et les seniors sera poursuivie.

Chiffres clés

121 dossiers instruits en 2016 dans le cadre de l’Aide à l’amélioration de l’habitat des personnes âgées et/ou en situation de handicap,

102 prêts à taux zéro accordés dans le cadre du dispositif d’accession à la propriété d’un premier logement pour un montant total de 799 500 €,

125 dossiers instruits dans le cadre du dispositif Passlog, dispositif d’avance du premier mois de loyer pour les étudiants louant un logement sur la commune de Toulouse,

86 ménages accueillis dans les **54** logements du dispositif de logements passerelles destinés aux «femmes victimes de violences conjugales» et aux ménages ayant perdu leur logement suite à un «accident de la vie».

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 :
0,6 M€

Dépenses de fonctionnement :
0,26 M€

Dépenses en investissement :
2,2 M€

Recettes en investissement :
2,2 M€

Le contexte

Dans un contexte économique difficile et face à la crise du logement, la Ville de Toulouse continue à mener des politiques publiques volontaristes permettant de favoriser le maintien à domicile ou l’accès au logement pour les ménages aux revenus modestes. Ainsi, les dispositifs municipaux sont complémentaires des dispositifs de droit commun et permettent des réponses adaptées à différents publics.

Le Domaine Logement propose des aides financières non remboursables pour : l’amélioration des logements des personnes âgées et /ou en situation de handicap, des prêts à taux zéro (avance du 1er mois de loyer) aux étudiants, les ménages souhaitant acquérir un logement à Toulouse, la mise à disposition de logements temporaires à très faible loyer aux ménages en difficulté. Le domaine Logement se mobilise également en proposant des candidats aux bailleurs sociaux dans le cadre du contingent réservataire.

En 2016, la Ville de Toulouse a conduit des réflexions afin d’améliorer les dispositifs existants et le fonctionnement du service public en matière de logement. Ainsi, le nouveau « Pass Accession Toulousain » a été validé en novembre de cette année.

Les objectifs pour l’année 2017

Suite à l’étude engagée en 2016, la Ville de Toulouse prévoit la refonte du dispositif d’aide au logement des jeunes afin de proposer une offre plus adaptée à leurs besoins.

Par ailleurs, le dispositif « Louez sans soucis », aide financière permettant la remise sur le marché locatif de logements vacants, fera lui aussi l’objet d’un remaniement afin d’améliorer son attractivité.

A partir du 1^{er} janvier 2017, le service des aides à la personne en matière de logement emménagera dans de nouveaux locaux situés au 1 rue Delpech.

Chiffres clés

Gestion de **46** établissements sociaux et médico-sociaux employant plus de 1 400 agents soit :

18 établissements pour personnes âgées dont 9 EHPAD,

16 crèches,

1 Institut Médico Educatif (IME), un Centre Maternel et une Maison d’Enfants à Caractère Social (MECS)

1 service mandataire judiciaire à la protection des majeurs, un Centre d’Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) hommes et femmes

Des services d’aide et d’action sociale et un centre de santé

Un budget de fonctionnement s’élevant à **72,3 M€**.

BUDGET 2017

Subvention municipale versée au CCAS :
17,8 M€

Le contexte

Le CCAS, établissement public autonome, assure une mission d’aide et d’action sociale en convergence avec les politiques municipales de solidarité en faveur des seniors et de la petite enfance, et en matière de lutte contre l’exclusion. Malgré le contexte budgétaire restreint compte tenu des contraintes imposées par les organismes de tarification, il veille à adapter et moderniser ses établissements et ses services. Dans ce cadre, et d’ici 2020, le CCAS prévoit la reconstruction de l’EHPAD Bellefontaine et le transfert de l’EHPAD des Tourelles.

Les objectifs pour l’année 2017

Poursuivre une politique de rénovation et de modernisation des structures d’accueil par :

- la mise aux normes incendie et accessibilité dans le cadre de l’Agenda d’accessibilité programmé accordé par la DDSC,
- l’informatisation du dossier soins des établissements pour personnes âgées, pour l’Institut Médico-Educatif et le Centre de santé.

Poursuivre la maîtrise des coûts par :

- une gestion rigoureuse,
- la mise en place d’outils efficaces,
- la mise en place d’une politique globale et harmonisée de gestion de la filière gériatrique.

MISSION ACCUEILS JEUNES

Chiffres clés

14 structures d’accueil (dont 11 localisées en Quartiers Politique de la Ville), réparties sur 5 des 6 secteurs de la Ville de Toulouse ;

1 594 jeunes accueillis en 2015 ;

Une moyenne de 210 jours d’ouverture par an par structure ;

342 sorties réunissant 2 256 participants ;

41 séjours/camps/chantiers organisés : 252 bénéficiaires.

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : 0,8 M€

Dépenses de fonctionnement : 0,2 M€

Dépenses d’investissement : 0,8 M€ dont 700 k€ pour le Lieu Accueil Jeunes « Ernest Renan ».

Le contexte

Durant l’année 2016, le dispositif Accueils Jeunes a connu une nouvelle phase de développement :

Tout d’abord, le domaine des Accueils Jeunes, précédemment rattaché à la Direction du Développement Social , constitue désormais une mission directement rattachée à la Direction Générale Ajointe à la Solidarité. Cette évolution confirme l’ancrage fort de cette mission de service public dans le domaine social, en référence à ses orientations éducative, sociale et de prévention.

Par ailleurs, l’année 2016 a été celle de la stabilisation des effectifs opérationnels en lien direct avec les publics ; ayant permis le recrutement de 12 agents (6 animateurs et 6 éducateurs spécialisés). Parallèlement, la mise en place d’un processus de mobilité interne a permis la consolidation des équipes selon un modèle type de 2 animateurs et 1 éducateur spécialisé par structure.

Enfin, un Accueil Jeunes a été ouvert dans le quartier d’Amouroux au début de l’été. Ce nouvel équipement a connu un démarrage d’activité très rapide, puisque plus de 80 jeunes étaient déjà inscrits après quelques semaines de fonctionnement. Avant la fin de l’année 2016, les équipes des Accueils Jeunes de Bourbaki et des Pradettes vont intégrer de nouveaux locaux.

Les objectifs pour l’année 2017

Un travail de redéfinition du projet de service est engagé, avec un objectif de finalisation pour le deuxième trimestre 2017. Il s’agit d’affiner et de stabiliser le dispositif Accueils Jeunes en l’inscrivant à sa juste place dans le paysage des acteurs jeunesse et dans les projets de territoire liés au Contrat de Ville. Par ailleurs, ce document cadre permettra de consolider les modalités de collaboration avec le dispositif de prévention spécialisée qui sera transféré le 1^{er} janvier 2017 du Département à la Métropole.

La Mission Accueils Jeunes est également engagée opérationnellement et/ ou de manière consultative sur des territoires où il n’existe pas de structure (quartier la Vache, Saint Simon...), dans des réflexions transversales concernant la jeunesse (radicalisation, prévention et réduction des risques, insertion sociale et professionnelle, engagement citoyen...).

SÉNIORS

Chiffres clés

12 restaurants seniors sur la commune avec une fréquentation moyenne de 40 personnes par jour 2 nouveaux foyers restaurants à la Terrasse et aux Minimes.

68 clubs seniors associatifs avec près de 8 000 adhérents Toulousains

Un Point Information Seniors recevant plus de 36 000 seniors par an

Près de 13 000 seniors bénéficient chaque année des festivités de Noël organisées par la Ville.

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : 2,5 M€

Dépenses de fonctionnement : 1,28 M€

Recettes de fonctionnement : 0,38 M€

Dépenses d’investissement : 1,2 M€ dont 620 k€ pour l’Espace Séniors Sénéchal

Le contexte

La ville de Toulouse compte 76 000 seniors de plus de 60 ans soit 17 % de la population. Le vieillissement démographique est inéluctable avec un allongement continu de la durée de vie. Le bien être et la qualité de vie quotidienne de tous les seniors dans la ville constituent des enjeux majeurs pour la collectivité.

En complémentarité du Centre Communal d’Action Sociale qui intervient auprès des personnes âgées en perte d’autonomie ou dépendantes, la Ville de Toulouse développe une politique de proximité et de solidarité en faveur de plusieurs générations de seniors, du jeune retraité à la personne très âgée, vivant à son domicile. Ces différents âges de la retraite imposent des approches différenciées pour mieux prendre en compte les besoins des publics.

Les objectifs pour l’année 2017

Le projet municipal en faveur des seniors se poursuit en 2017 autour de plusieurs axes :

- l’accueil, l’information, l’accompagnement des seniors en facilitant l’accès aux services publics,
- l’ouverture de deux nouveaux restaurants seniors (quartiers Pradettes et Jules Julien)
- l’accès aux loisirs culturels, sportifs, numériques notamment à travers les premiers Espaces Seniors à Reynerie et La Terrasse ainsi que les Espaces Seniors Connectés ouverts en 2016 sur plusieurs quartiers développant l’accès aux seniors des activités numériques (du débutant au senior déjà expérimenté),
- la prévention de la sénescence avec une diversité d’initiatives associant les acteurs locaux compétents,
- la lutte contre les situations d’isolement et de précarité, avec notamment la mise en place depuis octobre 2016 du service Allô Ecoute Seniors,
- le développement des échanges intergénérationnels,
- l’organisation de manifestations telle que «la Semaine Senior et plus», organisée chaque année en septembre place du Capitole.

Chiffres clés

Promotion de la santé
2 projets nutrition CLAE
7 événements « sentez-vous sport »
80 soirées « Fêtons plus, Risquons moins »
22 300 éthylotests, préservatifs...distribués
20 expositions CMS
52 associations subventionnées à hauteur de (300 000€)
Service médical
1 109 personnes reçues au centre de vaccination
5 330 vaccinations voyageurs
2 056 calendriers vaccinaux
1 350 Protocoles d’accueil individualisés enfants scolarisés et accueillis en centres de loisirs et vacances

Santé-Environnement
Enquêtes menées dans les domaines suivants :
habitat dégradé : **1075**
bruit (équipements, lieux musicaux) : **175**
environnement (friches, déchets...): **276**
alimentaire (**447** établissements) : **640**
26 crèches,**15** écoles sur les conditions d’hygiène générale

Animal dans la ville
3 150 interventions dont **1 840** désinsectisations chez les particuliers, **835** animaux capturés

BUDGET 2017
Masse salariale 2016 :
3,7 M€
Dépenses de fonctionnement :
1,34 M€
Recettes de fonctionnement :
2,4 M€ (dont 2 M€ de Dotation Globale de fonctionnement)
Dépenses d’investissement :
0,1M€

Le contexte

La Ville oriente sa politique au plus près de la santé et du bien-être des toulousains pour lutter contre ou réduire les inégalités sociales et territoriales de santé en relayant les campagnes nationales de promotion de la santé au niveau local. Sur les 12 territoires prioritaires en difficulté, le volet santé du contrat de ville Toulouse Métropole 2015-2020 et les Ateliers santé ville (ASV) renforcent l’accompagnement des citoyens en termes d’éducation et de promotion de la santé.

Les missions régaliennes du Service communal d’hygiène et de santé (SCHS) visent à préserver la santé des populations sur les thématiques : habitat, bruit, alimentation, régulation des animaux errants ou nuisibles (fourrière animale et centre de désinfection, désinsectisation, dératisation).

Une attention est portée sur la lutte contre la transmission des maladies infectieuses dans les établissements recevant des enfants, auprès des personnes âgées ou en situation de handicap gérés par la Ville en proposant une offre de vaccination adaptée.

Les objectifs pour l’année 2017

- Décliner les fiches actions santé du Contrat de Ville Toulouse-Métropole
- Renforcer les partenariats institutionnels et associatifs (Conseil local de santé mentale, « Fêtons Plus Risquons moins », Communauté municipale de santé...)
- Etre force de proposition pour des projets innovants (sport et santé, nutrition des bénéficiaires de l’aide alimentaire, aide aux aidants de personnes fragilisées...)
- Intensifier la communication du centre de vaccination et ses interventions auprès des plus démunis
- Améliorer les missions régaliennes en développant la transversalité avec les services ou administrations partenaires
- Mettre en oeuvre un plan de prévention sur la qualité de l’air intérieur des locaux accueillant des enfants de moins de 6 ans
- Organiser une manifestation « Animal dans la Ville »
- Contribuer à la mise en œuvre du Plan antidissémination de la Dengue et du Chikungunya

Chiffres clés

111 terrains de football dont **21** synthétiques

Plus de **500 000** heures planifiées pour les activités terrestres et aquatiques.

381 307 visites à Toulouse Plages

BUDGET 2017
Masse salariale 2016 :
24,3 M€
Dépenses de fonctionnement :
8,7 M€
Dépenses d’investissement :
10 M€
Recettes de fonctionnement :
3,1 M€
Recettes en investissement :
5,6 M€

Le contexte

2016 a été marquée par la mise en service du Stadium pour les quatre rencontres de l’EURO 2016 et la mise en place de la Fan Zone sur les allées Jules Guesde.
La création d’un terrain polyvalent de hockey foot à huit sur gazon en revêtement synthétique est engagée pour une mise en service en 2017, sur le quartier du Château de l’Hers.
Quatre cours de tennis ont fait l’objet d’une remise à neuf sur la Base de Sports et de loisirs des Argoulets.
Le projet afférent au Stade Arnauné s’est poursuivi.
Les équipements financés dans le cadre de l’héritage Euro 2016 voient le jour : transformation du terrain enherbé de Rangueil en synthétique, restructuration du terrain d’honneur de La Ramée et de ses vestiaires, réhabilitation du complexe Valmy, stade et gymnase ainsi que du plateau sportif de Toulouse Lautrec.
Dans le cadre du plan d’entretien des équipements, les vestiaires et douches du Petit Capitole ont été réhabilités.
La mise en accessibilité totale de certains équipements pour une pratique handisports est en cours sur le gymnase Compans et le COSEC Mirail.
Des travaux de mises aux normes pour maintien du service public ont été entrepris tels que la réfection partielle du réseau d’eau chaude sanitaire de la piscine Léo Lagrange et l’installation d’écrans vidéo pour l’information du public.

Les objectifs pour l’année 2017

Mise en œuvre d’un plan pluriannuel de création, rénovation de terrains synthétiques et engagement des travaux Stade Arnauné.
Deuxième tranche des équipements financés dans le cadre de l’héritage Euro 2016 : création d’un terrain synthétique sur Amouroux et d’un club house vestiaires sur l’Hersoise.
Poursuite des programmes d’entretien et mise aux normes des équipements existants.
Etudes et début des travaux de réhabilitation piscine Alban Minville.
Foulée des mille pattes qui accueille plus de 1000 élèves chaque année.
Tournoi des écoles et de la fête des CLAE en partenariat avec la Direction Education.
Opération « Nage avec les Dauphins » à la piscine CASTEX et Courses urbaines dans les quartiers sensibles.
Reconduction de l’opération Toulouse Plages et plage de La Ramée et de l’événement « Sentez vous sport ».
Mise en œuvre de l’opération « J’apprends à nager » en collaboration avec le Comité Midi-Pyrénées de natation et le club des dauphins du TOEC.
Conformément à la convention signée avec l’Education Nationale, apprentissage de la natation de la grande section de maternelle au CM2 et programmation d’activités terrestres à encadrement renforcé.
Maintien des partenariats avec d’autres directions pour une programmation variée sur les temps périscolaires et extrascolaires.
Maintien des interventions périscolaires dans les CLAE avec des projets spécifiques en quartiers prioritaires.
Maintien du soutien dans le champ du handicap auprès de 93 établissements spécialisés.

Moyens et modernisation de l'action publique

- P.58 Ressources humaines
- P.59 Gestion des bâtiments communaux
- P.60 Schéma directeur immobilier municipal
- P.61 Systèmes d'information

RESSOURCES HUMAINES

Chiffres clés

Equivalents Temps Plein permanents (ETP) : **7 158** agents (moyenne constatée à fin octobre 2016)

170 départs à la retraite

33 000 journées de formation

Masse salariale du budget principal de la collectivité en 2016 : **353 M€** (estimation au moment de la rédaction de ce rapport)

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 de la DRH : **9,1M€**

Autres dépenses de fonctionnement : **6,6 M€**

Dépenses d’investissement : **0,3 M€**

Recettes de fonctionnement : **8,9 M€** (elles correspondent majoritairement aux écritures liées aux Mutualisations de services)

Le contexte

Le pilotage des ressources humaines s’inscrit dans un cadre commun pour la ville de Toulouse et Toulouse Métropole.

L’année 2016 a été marquée par le transfert vers Toulouse Métropole de certains équipements et services municipaux reconnus d’intérêt métropolitain (représentant 600 agents),.

En 2017 une nouvelle étape vers une intégration accrue sera franchie. En effet les mutualisations existantes concernent l’ensemble des fonctions dites « support » qui exercent leurs missions pour le compte des deux entités .

Le plan d’actions de prévention de l’absentéisme engagé en 2016 sera poursuivi et accéléré en 2017 : il vise à favoriser le bien être au travail, et organise l’accompagnement des agents en situation de reprise d’activité.

L’année 2016 a structuré et posé les bases de l’accompagnement et du renforcement du rôle des managers. Les cadres sont au cœur des enjeux financiers et RH que rencontre la collectivité. Un dispositif de formation d’envergure sera proposé en 2017 à l’ensemble des managers stratégiques et de proximité.

Les actions en faveur de l’accueil et du maintien dans l’emploi des personnes en situation de handicap restent soutenues.

Les objectifs pour l’année 2017

Compte tenu du contexte budgétaire contraint par la baisse des dotations de l’État, l’objectif de maîtrise de la masse salariale est réaffirmé pour l’exercice 2017.

Les recrutements nouveaux de personnels permanents seront comme l’année précédente destinés aux secteurs prioritaires (Éducation, Petite Enfance, Sécurité). Toutes les directions sont engagées dans une recherche systématique de pistes d’optimisation d’activité et d’organisation, limitant les coûts tout en maintenant le niveau de service public. Chaque départ donnera lieu à une étude d’opportunité de remplacement.

Le recours aux personnels contractuels (saisonniers, renforts, remplaçants) sera en 2017 comme en 2016 géré en enveloppes fermées.

Sur les secteurs de l’Éducation et de la Petite Enfance, le recrutement d’Emplois d’Avenir est privilégié, permettant de bénéficier de recettes de l’État tout en favorisant l’insertion professionnelle des jeunes sur le territoire.

Enfin, une démarche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences sera proposée et engagée en 2017 afin d’anticiper les besoins des métiers de demain ; elle renforcera les marges de manœuvre des managers dans le pilotage de leurs ressources humaines et donnera à la collectivité les moyens précis d’améliorer ses politiques de formation, de mobilité et de prévention.

GESTION DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

Chiffres clés

38 métiers du Bâtiment

Plus de **2000** bâtiments communaux représentant près de **1,4 M de m²**

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : **18,5 M€**

Dépenses de fonctionnement 2017 : **27,5 M€** dont **16,9 M€** de fluides (eau, gaz, électricité)

Dépenses d’investissement 2017 : **6,71 M€** (maintenance réglementaire)

Le contexte

La DBE assure la maintenance des bâtiments et des équipements techniques qui y sont associés. Compte tenu de la taille du patrimoine et de sa destination (700 ERP), cette maintenance constitue un enjeu économique, fonctionnel et sécuritaire majeur pour la collectivité.

Les objectifs pour l’année 2017

MISE EN ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP)

Depuis la Loi du 11 février 2005, la ville de Toulouse doit rendre les établissements recevant du public (ERP) accessibles.

Elle est désormais inscrite dans un agenda (Agenda d’accessibilité programmé **AD’AP**) programmé sur 9 ans à partir de 2017.

Le coût global des travaux est estimé à 46 Millions d’euros. Ils seront intégrés dans des opérations plus globales de restructuration, ou bien réalisés sur un budget spécifique.

En 2017, 86 ERP sur les 700 de la ville de Toulouse seront mis aux normes accessibilité.

RENFORCER L’EFFORT SUR LA MAINTENANCE PRÉVENTIVE

Contrairement à la maintenance curative (intervention suite à une panne ou un désordre), la maintenance préventive limite les risques de panne ou de désordre grâce à des actions d’entretien. L’objectif reste d’améliorer le ratio actuel de 30 % de maintenance préventive/maintenance curative en le portant à 50 % en 2017.

MIEUX INFORMER LES DEMANDEURS SUR LE SUIVI DES INTERVENTIONS

L’objectif est de généraliser l’information sur le suivi des demandes adressées au C.G.I (Centre de gestion des interventions).

RACCORDEMENT DE 13 ÉTABLISSEMENTS DU QUARTIER BAGATELLE AU RÉSEAU DE CHALEUR

Dans le cadre de l’extension du réseau de chaleur au quartier Bagatelle, 13 bâtiments communaux auparavant chauffés au gaz viennent d’être raccordés en octobre 2016.

Pour 2017, l’objectif est de réaliser une économie d’au moins 700 tonnes de CO2 grâce à ce raccordement.

CONTRIBUER À LANCER LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE DANS LE BÂTIMENT

La généralisation du numérique sous la forme d’une maquette numérique (BIM en anglais) va révolutionner toutes les phases des opérations de bâtiments, de la conception (collaborative autour de la maquette) à la maintenance.

Après une longue concertation avec les maîtres d’œuvre, 5 concours d’architecture ont été lancés en BIM, la Ville de Toulouse est en pointe des collectivités de Midi-Pyrénées. L’objectif 2017 est de réussir la conception puis la phase travaux : la concertation à cet effet avec la fédération du BTP est bien engagée.

SCHÉMA DIRECTEUR IMMOBILIER MUNICIPAL

Chiffres clés

Le Patrimoine immobilier en 2016 est composé comme suit :

1,1 M m² (SHOB) en pleine propriété contre 1,2 M m² en 2015 et 1,25 M m² en 2014

30 735 m² en location (contre 32 382 m² en 2015 et 44 140 m² en 2014)

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : **2,7 M€**

Dépenses de fonctionnement : **5,7 M€** (dont 2 M€ de fiscalité locale)

Recettes en fonctionnement : **2,1 M€**

Dépenses en investissement : **10,9 M€** (hors opération Borderouge)

Recettes en investissement : **5,5 M €** (hors opération Borderouge)

Opération échange Compans / Borderouge : **13 M€**

Le contexte

La nouvelle organisation de la Direction du Patrimoine, devenue Direction de l’Immobilier, s’est mise en place en 2016 et a permis la mise en œuvre d’une gestion plus dynamique du patrimoine.

- Plusieurs ventes immobilières dont une aux enchères publiques, ont dégagé une recette de 0,8 M€ pour l’année 2016.
- La réduction des surfaces louées se poursuit depuis 2015, par la résiliation progressive des baux.

L’apport du Service Ressources nouvellement constitué s’est traduit par une gestion plus fine des budgets par type d’occupants, par une réflexion davantage orientée en Programmation pluriannuelle d’investissements, et des dialogues de gestion avec la Direction de l’architecture plus nourris permettant une meilleure réaction dans l’intervention et la gestion des budgets.

Les objectifs pour l’année 2017

La cession des biens, conformément à la feuille de route fixée à la Direction de l’immobilier, va s’amplifier sachant que de nombreux dossiers actuellement à l’étude aboutiront en 2017 et 2018.

De plus, afin de réduire les coûts des locations de bureaux, la Ville va, d’une part, engager des négociations de rachat des locaux actuellement occupés par des services municipaux et elle va d’autre part, réduire les surfaces louées en regroupant les services dans des bâtiments dont elle est propriétaire.

L’année 2017 sera marquée également par le transfert de propriété de bâtiments de la Ville vers la Métropole avec un travail d’inventaire à réaliser par chaque collectivité de son patrimoine.

En ce qui concerne l’opération d’échange Compans-Borderouge, après une phase importante de concertation, le projet Compans rentrera dans sa phase de réalisation au printemps 2017. La construction de l’immeuble Borderouge, destiné à accueillir plus de 250 agents des directions, de l’Education, de l’Enfance et Loisirs et de la Petite enfance, sera lancé à la même période.

SYSTÈMES D’INFORMATION

Chiffres clés

7 524 postes agents

424 postes publics

2 000 postes dans les écoles

230 kilomètres de fibre

980 serveurs (tout type)

8 400 téléphones internes

2 095 lignes téléphoniques isolées

3 587 lignes de téléphones mobiles (**1 541** téléphones portables, **568** smartphones, **1 478** techniques tels les parcmètres)

775 tablettes (dont **275** dans les écoles)

1 050 radios (dont 100 pour le CD31)

449 applications métiers

664 sites (bâtiments) distants interconnectés au réseau informatique de la collectivité

20 bornes wifi dans la Ville (sur la voie publique)

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 : **1,1 M€**

Dépenses de fonctionnement : **5,77 M€**

Dépenses d’investissement : **4,5 M€**

Le contexte

La Direction du Numérique a finalisé en 2016 son Schéma Directeur qui prévoit 6 axes stratégiques :

- Agir pour la Cité de demain (ville numérique et durable, démocratie locale, objets connectés)
- Faciliter les démarches des usagers (e-administration, mobilité, ...)
- Renforcer l’efficacité de l’administration (dématérialisation, modernisation des processus)
- Valoriser les données pour fiabiliser le système d’information, piloter et prévoir
- Protéger le système d’information et assurer la continuité de service
- Contribuer à la construction de la Métropole

Ce schéma directeur s’est traduit par une nouvelle organisation qui va permettre de réaliser la transformation numérique de la collectivité. Parallèlement, l’expansion des nouvelles offres techniques des éditeurs de logiciels impose une approche différente des projets d’informatisation. En effet, le modèle traditionnel est remis en cause. Pour autant, il ne faut pas oublier les fondamentaux tels que la sécurité, la confidentialité ainsi que la performance de l’outil.

Les objectifs pour l’année 2017

- Poursuivre le développement de la relation usagers interconnectés avec les dispositifs de gestion du courrier, augmenter les offres de téléservices intégrés aussi bien en mode Web que par des applications mobiles et pour des domaines de compétences variés.
- Un grand projet transversal lié à la dématérialisation permettant aussi bien une fluidité accrue du partage d’information interne que des gains significatifs en productivité.
- Le déploiement de schémas directeurs thématiques générateurs de retours sur investissement : immobilier, Système d’information RH et système d’information achats, marchés.
- Le déploiement du wifi dans la ville entamé au dernier trimestre 2015 sera poursuivi selon un schéma concerté avec le déploiement de la vidéoprotection.
- La ville de Toulouse a besoin de données et d’indicateurs en appui aux décideurs ainsi qu’aux Directions aux fins d’en assurer un pilotage efficient.
- - La DSI va apporter l’appui du Système d’information aux initiatives « smart city ».



Thématique transversale : le Contrat de Ville

Thématique transversale : le Contrat de Ville

CONTRAT DE VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

Chiffres clés

Le Contrat de ville a été signé le 15 juillet 2015 pour 6 ans par 35 signataires dont l'ensemble des Collectivités Locales autour de 5 orientations stratégiques et 16 programmes opérationnels.

16 quartiers prioritaires de **4** communes de la Métropole dont 12 pour la Ville de Toulouse comptant **54 000** habitants

9 conseils citoyens constitués mobilisant plus de **400** toulousains habitants les quartiers prioritaires

4 Programmes de Rénovation Urbaine dont 3 d'intérêt National (Bagatelle-Faourette-Papus-Tabar-Bordelongue, Bellefontaine, Empalot, Reynerie) et 1 d'intérêt Régional (Izards) inscrits au Protocole de préfiguration avec l'ANRU signé le 13 mai 2016.

Poursuite des **3 conventions GPV** en cours pour un financement à hauteur de **787 M€** sur la période 2005-2017

BUDGET 2017

Masse salariale 2016 :
0,4 M€

Dépenses de fonctionnement :
2,7 M€

Dépenses d'investissement :
8,4 M€ dont **1,7 M€** pour le Centre d'Animation Reynerie /Maison de la citoyenneté n°6, **1,4 M€** pour le Centre Social Reynerie et **950 k€** pour la Gestion Urbaine et Social de Proximité (interventions dans les Quartiers Prioritaires de la Ville).

Le contexte

Nouveau cadre d'action de la politique de la ville issu de la loi Ville et Cohésion Urbaine du 21 février 2014, l'objectif du contrat de ville est de réduire les inégalités dans les quartiers prioritaires au travers des modes d'interventions territoriales intégrant les dynamiques de développement social et urbain.

A Toulouse, les quartiers prioritaires recensés sont : Mirail Université – Reynerie, Bellefontaine – Milan, Bagatelle La Faourette Papus Tabar Bordelongue, Les Pradettes, Arènes, Cépière-Beauregard, Izards-La Vache, Bourbaki, Negreneys, La Gloire, Soupetard, Empalot, Bréguet-Lecrivain et Les Maraîchers.

Ce nouveau Contrat de Ville a une visée très opérationnelle : il s'agit de mettre en œuvre un plan d'action pour six ans. Le cadre de vie, la cohésion sociale et le développement économique forment les trois piliers du Contrat de ville. La Ville de Toulouse participe à l'élaboration du contrat et à la définition de ses orientations. Elle anime la mise en œuvre du volet territorial du contrat et la définition de ses orientations.

Les objectifs pour l'année 2017

En vue de réduire les inégalités entre les quartiers prioritaires et le reste de la Métropole, le Contrat de Ville regroupe à la fois les projets de rénovation urbaine, de gestion de proximité piloté dans le cadre du programme de rénovation urbaine et les actions de développement social et économique animés territorialement par des équipes dédiées et largement concertés avec les habitants.

En 2017, se poursuivent les ateliers de co-construction afin de préciser le projet de chaque quartier auquel sont associés les Conseils Citoyens. Le contrat de ville mobilise des crédits spécifiques pour soutenir des actions complémentaires à celles du droit commun au profit des quartiers et de leurs habitants.

Sur le territoire en Politique de Rénovation Urbaine se poursuivent les opérations à : Bagatelle - La Faourette – Papus – Tabar - Bordelongue avec l'aménagement du parc de la Faourette et l'aménagement du petit bois ; à Empalot avec la poursuite des chantiers du centre commercial ; à Bellefontaine avec l'aménagement des espaces verts du petit bois et la reprise de la dalle Tintoret et à La Reynerie avec la poursuite de l'aménagement de la centralité Abbal (nouveau centre social , Maison de la citoyenneté, pôle commercial...).

2017

Rapport du budget primitif

.....